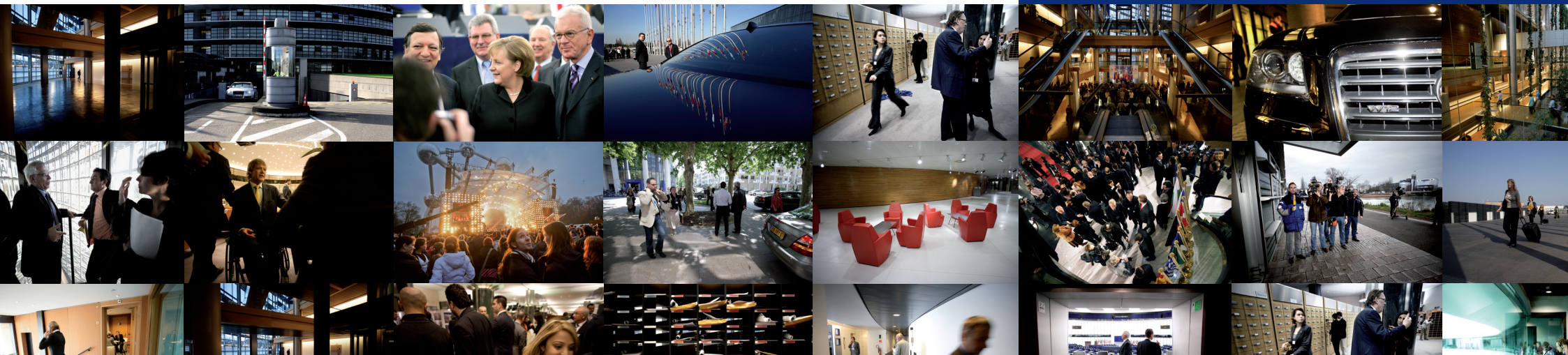
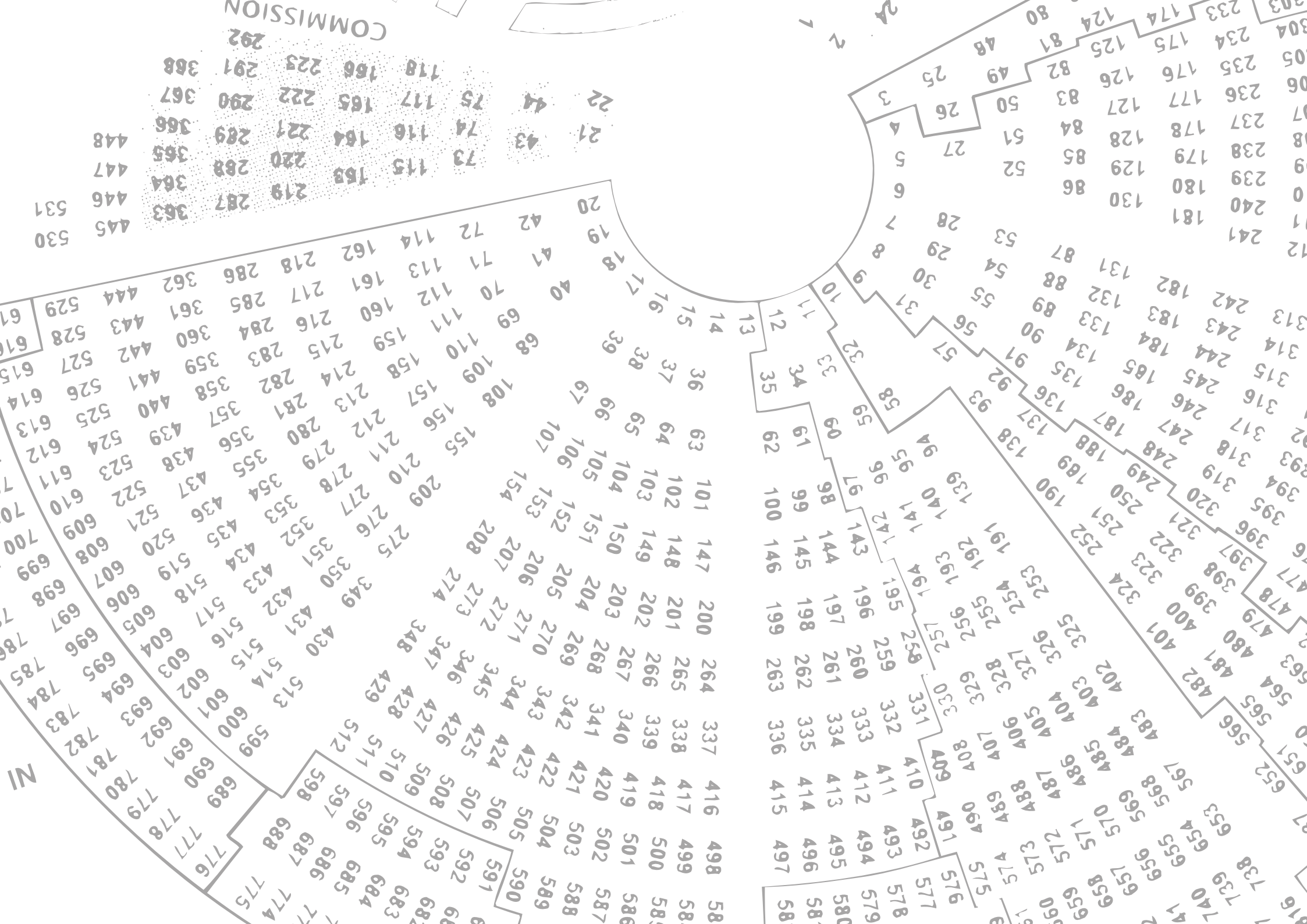




ent – 495 million Europeans, 27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million
 ion Europeans, 27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans,
 ns, 27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 States, one
 one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 States, one Parliament -
 ent 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 States, one Parliament - 495 millions
 ons d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens,

millions
495





PSE

VERTS/
ALE

706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736
624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654
540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570
458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488
379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409
378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408

INTRODUCTION

L'Union européenne est à l'aube d'une nouvelle phase de son histoire. Les Vingt-Sept ont en effet signé en décembre 2007 un nouveau traité, le Traité de Lisbonne, qui devrait les lier davantage et rendre leur action commune plus efficace. L'entrée en vigueur de ce nouveau traité a été retardée par le "non" irlandais de juin 2008. Il ne sera donc pas d'application pour les prochaines élections européennes (de juin 2009). Mais l'espoir est grand qu'il puisse entrer en vigueur peu après cette échéance.

Début 2007, les Européens avaient fêté les 50 ans du Traité de Rome dans une certaine morosité. Après les "non" français et néerlandais au projet de Constitution, en 2005, le doute avait gagné bien des esprits. L'Europe élargie, l'Europe pléthorique avait-elle encore un sens? Protégeait-elle vraiment contre les nouvelles menaces? N'était-elle pas au contraire complice des grandes multinationales, des délocalisations, de la mondialisation dans ce qu'elle a de pire? N'était-elle pas devenue, dans son obsession harmonisatrice, une machine

à broyer les différences, les particularismes régionaux et nationaux?

Un vaste débat démocratique a eu lieu aux quatre coins de l'UE. Et la remise en cause continue. Le bilan de ces 50 ans est là cependant. La réconciliation entre ennemis d'hier, la paix, la prospérité, l'euro, la pérennisation des bonnes mœurs démocratiques, les retrouvailles entre Est et Ouest dans la liberté, l'émergence d'une nouvelle voix dans le monde: ces inestimables acquis de l'Europe ne peuvent être niés.

L'Europe avance par embardées. Mais

depuis le début, depuis la première réunion, en 1952 à Strasbourg, des 72 délégués de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), la vox populi n'a cessé de se faire directement entendre. Dans l'aventure européenne, les peuples ont été représentés par leur gouvernement, mais également par leurs élus. Le Parlement européen est né, sous ce nom, en 1962. Il a été élu au suffrage universel la première fois en 1979. Il a grandi, il a mûri, il a pris de l'assurance et, avec de plus en plus de force, il défend toujours

l'intérêt collectif face aux exécutifs des Etats membres, qui sont avant tout soucieux de leurs intérêts nationaux. Aujourd'hui, il exerce pleinement son rôle de conscience européenne dans le triangle institutionnel qu'il forme avec la Commission et le Conseil. Bien sûr, le Parlement européen n'est pas sans défauts. Il a en tout cas le défaut de tous les pouvoirs législatifs: il a la critique facile, alors que la tâche de gouverner, vraiment, est des plus complexes. Mais ce rôle de d'aiguillon est évidemment celui qui lui incombe

au coeur de la démocratie européenne. Le photographe français Bernard Rouffignac a voulu, grâce à son travail, permettre aux citoyens d'Europe de découvrir le quotidien du Parlement européen. Ce livre est une visite. Mais aussi un hommage.

INTRODUCTION

The signing of the Treaty of Lisbon in December 2007 heralded the beginning of a new era in the history of the European Union. Under the reform treaty, the twenty-seven Member States of the EU are to establish closer ties and work more efficiently together. In 2008, each will have to ratify the treaty. The entry into force of the new treaty was delayed by the Irish “No” in June 2008. So it will not be in effect by the new June 2009 European elections. But there is great hope it will come into force soon after. At the beginning of 2007, a dark cloud

hung over the commemorations of the 50th anniversary of the Treaty of Rome. After the French and Dutch had turned their backs on the proposed Constitution in 2005, Europeans were assailed by doubt. What was the point of a greater, endlessly expanding Europe? Had it really kept us safe from new dangers? Hadn't it, on the contrary, been the accomplice of the large multinationals, playing the game of relocations and globalisation at its worst? In its mania for harmonisation, hadn't it become a juggernaut crushing

differences, grinding down regional and national idiosyncrasies? Throughout the Union, there has been wide-ranging debate on these issues. And the questioning goes. Nonetheless, the results of the past 50 years are impressive: reconciliation between former enemies, peace, prosperity, the euro, the perpetuation of good democratic practices, the coming together of East and West, the emergence of a new voice in the world. Who can deny Europe's priceless achievements?

Europe moves forward in stops and starts. But from the outset, from the first meeting in 1952 in Strasbourg of the 72 delegates of the Assembly of the European Coal and Steel Community (ECSC), the vox populi has grown increasingly loud. The peoples of Europe are not only represented by their governments, but also by their elected representatives. The European Parliament was founded under that name in 1962. It was elected by universal suffrage for the first time in 1979. It has grown, matured, gone from

strength to strength, always defending the collective interest against the governments of the Member States, which are more concerned with the affairs of the nation. Today, it plays a full role as Europe's conscience in the institutional triangle it forms with the Commission and the Council. Of course, the European Parliament has its shortcomings. Like all parliaments it is quick to criticise, forgetting that the business of government is a highly complex one. But its role at the heart of European democracy is clearly to

goad governments on. Through his pictures, French photographer Bernard Rouffignac aims to provide the citizens of Europe with an insight into the daily workings of the European Parliament. This book pays a visit to the Parliament. And a tribute.

UN PARLEMENT COMME LES AUTRES

Comme les autres assemblées parlementaires dignes de ce nom, le Parlement européen est un temple de la démocratie.

Une certaine solennité y est donc de mise. Les députés européens sont traités avec beaucoup d'égards (tapis bleus et autres manifestations de respect) comme si chacun d'entre eux incarnait la représentation populaire et l'Etat de droit. A la tête du Parlement européen, on trouve un président, 14 vice-présidents et 6 questeurs (ces derniers s'occupent des affaires administratives et financières concernant directement

les députés). Mais le véritable pouvoir est entre les mains des chefs des grands groupes politiques. En 2008, le Parlement européen comptait 7 groupes politiques, répartis sur la traditionnelle échelle gauche-droite, ou d'inspiration souverainiste. A l'image de ce qui se fait ailleurs, les groupes progressistes occupent la gauche de l'hémicycle, et les conservateurs sa droite. Au Parlement européen, cependant, les libéraux ont obtenu de siéger au centre. Au cours de la législature qui s'achève, les pays étaient représentés au Parlement européen en fonction de leur

population, mais avec de très grosses adaptations politiques. On avait ainsi, après l'Allemagne (99 sièges), un groupe de "grands pays" avec 78 sièges (France, Italie, Royaume-Uni), puis des "moyens grands" avec 54 sièges (Espagne, Pologne), la Roumanie avec 35 sièges, les Pays-Bas avec 27 sièges, des "moyens" avec 24 sièges, etc. Cette répartition "par blocs" va être modifiée à l'avenir, au profit d'un système plus fidèle au poids démographique de chaque pays.

Le plus gros du travail parlementaire s'effectue dans les commissions.

Elles sont au nombre de 20 et rassemblent entre 28 et 86 élus. Le Parlement européen met parfois en place des commissions temporaires, comme début 2006 lorsqu'il s'est inquiété des activités illégales de la CIA en Europe et des violations des droits fondamentaux dans l'UE, au nom de la lutte contre le terrorisme. Au sein des commissions, les responsabilités, tout comme la charge des rapports à rédiger (des montagnes de papier), sont réparties au prorata de l'importance numérique des groupes, en vertu de la méthode "D'Hondt". Comme les autres chambres parle-

mentaires, le Parlement européen a ses ténors et ses trublions. Il a aussi ses rituels, ses horaires, son règlement (quelquefois indûment invoqué par l'un ou l'autre député pour intervenir...), ses temps de parole (toujours trop courts en session plénière...), ses sonneries qui, comme à l'école, appellent à la reprise des travaux, etc. Au cours des sessions, tous les députés se retrouvent le mardi, le mercredi et le jeudi entre midi et 13h pour les votes. En dehors de ces créneaux, ils sont éparpillés entre leurs bureaux, les couloirs, les cafétérias, les restaurants, la salle de presse et d'autres

lieux plus improbables encore, où se façonnent à bas bruit les politiques européennes. Avec ses 785 députés, dont un tiers de femmes, le Parlement européen est le plus "grand" du monde démocratique. Il emploie quelque 5.800 personnes sur 1 million de mètres carrés de bureaux. Son budget était en 2006 de 1,32 milliards d'euros, ce qui représente environ 1% du budget de l'UE, soit 3 euros par personne par an.

A PARLIAMENT LIKE ANY OTHER

Like any self-respecting parliament, the European Parliament is a shrine to democracy. A certain solemnity is therefore appropriate. Members of the European Parliament are treated with much ceremony – blue carpets and other signs of respect – as if they not only represent their voters but are also the very embodiment of popular representation and the Rule of Law.

At the head of the European Parliament are the President, 14 vice-Presidents and 6 Questors (the latter in charge of the MEPs' administrative and financial matters). But the real power lies in the

hands of the Presidents of the major political groups. In 2008, the European Parliament had 7 such groups, divided as is traditionally the case from left to right or sitting as sovereignists. As elsewhere, the progressive groups sit on the left of the hemicycle and the conservatives on the right. However, in the European Parliament, the liberals take their place in the middle.

Currently, countries are represented in the European Parliament according to size of population, but with major political adjustments. Germany (99 seats) is followed by a group of "large countries"

with 78 seats (France, Italy, UK), then "medium-large" countries with 54 seats (Spain, Poland), Romania with 35 seats, the Netherlands with 27, then come "medium-sized" countries with 24 seats, etc. This distribution "in blocks" will be changed in due course to new system which will reflect more accurately the relative demographic weight of each country.

Most parliamentary work is done in Committees. There are 20 of these, each with between 28 and 86 members. On occasion, the European Parliament sets up temporary committees, as it did

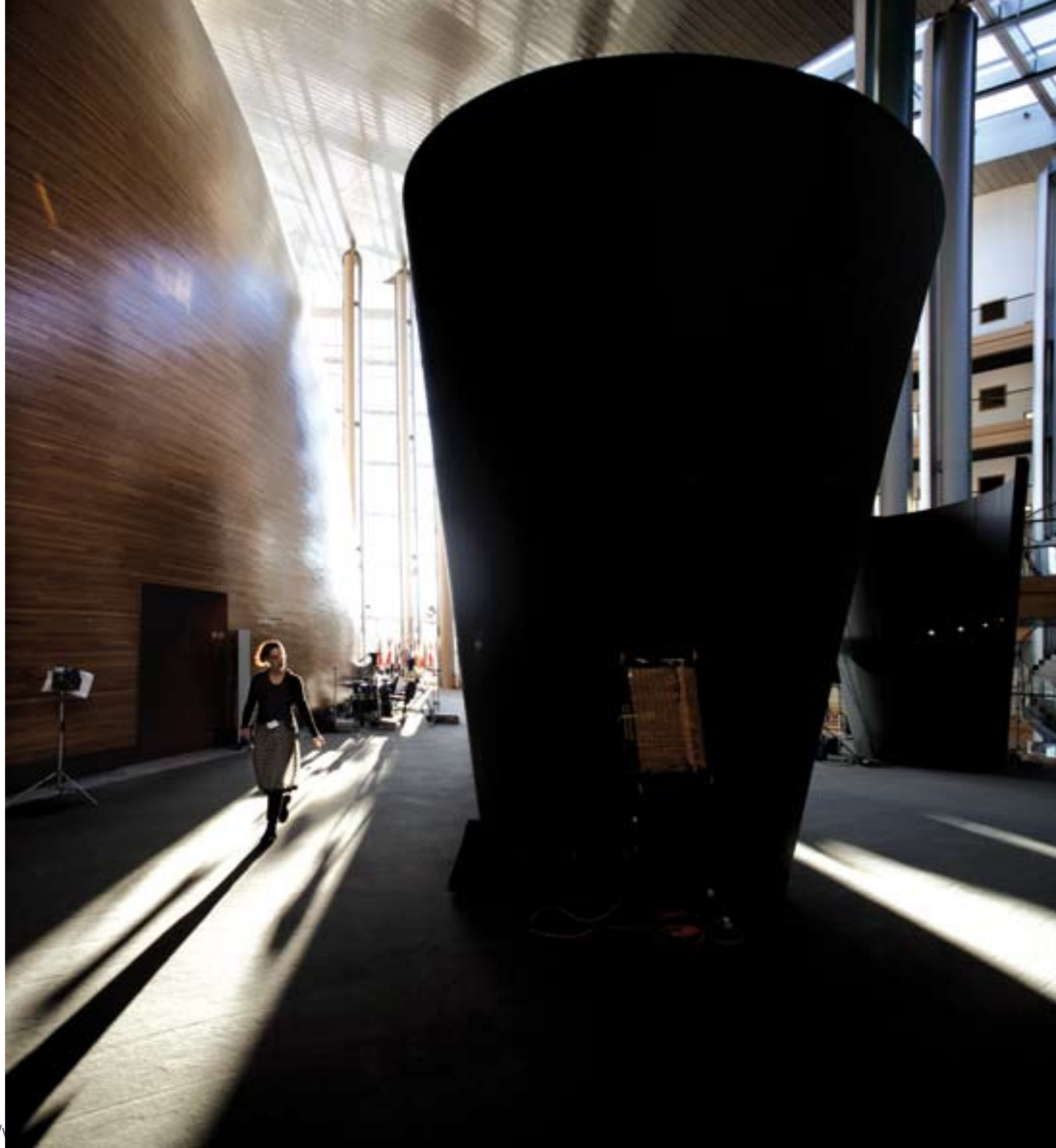
at the beginning of 2006 when it was concerned about the illegal activities of the CIA in Europe and violations of fundamental rights in the EU in the name of the war on terror. Within the Committees, the various responsibilities, including the job of drafting reports – mountains of paper – are assigned according to the “D’Hondt” method which takes account of the numerical size of each group. (This political distribution key is also used, as in all other democratic countries’ parliaments, when appointing senior civil servants to Parliamentary service.)

Like every House of Parliament, the European Parliament has its leading lights and its trouble makers. It also has its rituals, timetables, rules of procedure (sometimes improperly invoked by MEPs when wanting the floor...), its speaking times (always too short in plenary sessions), bells that ring like school bells when a sitting is about to resume, etc. During session weeks, the MEPs gather on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays between 12.00 and 1.00 p.m. and vote. Outside these times, Members can be found in their offices, in the corridors, cafeterias, restaurants,

the press-room and other even more unlikely places where European policies are forged away from the limelight. With its 785 Members, one third of whom are women, the European Parliament is the largest parliamentary body in the democratic world. It employs 5,800 people from all the countries of the Union and who together fill one million square metres of office space. In 2006, it managed on a budget 1.32 billion euros, about 1% of the total EU budget, some 3 euros per person per annum.

















Les huissiers du Parlement européen constituent une institution dans l'institution.

Au nombre de 174, ils sont divisés en deux groupes: les huissiers d'étage (120) et ceux de réunion (54). Les premiers assurent la distribution du courrier et des documents dans tous les bâtiments du Parlement. Les seconds veillent au bon déroulement des réunions officielles. Ceux-là se font forts de reconnaître tous les députés européens; le plus souvent sans regarder leurs badges, ils les autorisent à entrer et à prendre place dans les rangées ou les lieux qui leur sont réservés. Pour une session plénière de

quatre jours, 30 huissiers sont nécessaires dans le seul hémicycle. Les membres de ce groupe, à l'oeuvre au coeur de la démocratie européenne, portent le frac, le papillon blanc et une grande chaîne argentée. Avec pompe, ils annoncent le président de séance dans sa langue. Les huissiers en frac sont également quelquefois requis pour des haies d'honneur: dans les grandes occasions... Le chef des huissiers arbore, pour sa part, une chaîne dorée. Le président du Parlement européen dispose de son huissier personnel, qui lui reste attaché tout au long de son mandat, et qui l'accompagne comme son ombre. C'est à lui que revient la responsabilité d'annoncer le président, dans sa

langue, lorsqu'il rejoint l'hémicycle pour présider une séance. Le précédent président du Parlement, le socialiste espagnol Josep Borrell Fontelles, avait choisi une femme pour huissier personnel.

Les huissiers de réunion peuvent intervenir pour assurer le maintien de l'ordre. Il leur est arrivé d'expulser un député exalté... toujours rivé à son siège! C'était en 1979! Depuis, les moeurs parlementaires se sont adoucies.

The ushers of the European Parliament are an institution within an institution.

They number 174 and come in two groups: the floor ushers (120) and the meeting ushers (54). The former see to the distribution of mail and documents throughout Parliamentary premises. The latter ensure that official meetings run smoothly and take pride in recognising every single MEP; often without even a glance at their badges, they allow them into their benches in the hemicycle and other reserved areas. During a 4-day plenary, there are 30 ushers in

the hemicycle alone. They may work at the heart of European democracy, but they wear dress coats, white bow ties and a big silver chain. With pomp, they announce the name of the chair in his/her language. Ushers in dress coats are also required to form guards of honour on important occasions. The chief usher sports a gold chain. The President of the Parliament has his own personal usher, seconded to him throughout his term of office and who follows him like a shadow. It is his responsibility to announce the President in his language when he arrives in plenary to chair the sitting. The previous President of the Parliament, Spanish Socialist Josep Borrell

Fontelles, chose a woman as his personal usher. The meeting ushers may intervene to establish order. They once threw out a hot-headed MEP...still clinging to his seat! That was back in 1979. Since then, parliamentary customs have become more genteel.













Le Parlement européen est une énorme machine à produire des documents en tout genre et en de multiples langues.

Ces dernières années, ses services ont imprimé en moyenne 200 millions de pages en noir et blanc, soit 20 millions de documents, par an. Mais l'arrivée de dix nouveaux Etats membres, en 2004, puis de la Bulgarie et de la Roumanie, début 2007, n'a pas fait flamber la consommation de papier. C'est que le Parlement a mis en oeuvre depuis trois ans une nouvelle politique, dite "de distribution à la demande" ; les députés ne reçoivent donc plus que les

documents qu'ils ont expressément commandés et qui seront déposés dans leur casier. Cette pratique semble même avoir conduit à une légère réduction de la quantité de papier consommée par le Parlement européen. Tous les documents parlementaires sont imprimés sur du papier recyclé. Celui-ci est plus cher, mais son usage répond à une volonté politique du Parlement européen.

The European Parliament is a huge document-making machine – it produces all sorts of documents in all sorts of languages.

In recent times, its services were printing an average of 200 million pages, i.e. 20 million documents, every year. The arrival of ten new Member States in 2004, followed by Bulgaria and Romania at the start of 2007, did not however cause paper consumption to sky-rocket. The reason being that the European Parliament has had a new "distribution on demand" policy for the past three years; currently, MEPs only get the documents they expressly ask for – and which

are delivered to their pigeon holes. The new practise, it would appear, has even lead to a slight downturn in the overall amount of paper consumed by the European Parliament. All parliamentary documents are printed on recycled paper. Although more expensive, this is official European Parliament policy.









Les boîtes aux lettres des députés sont le point de chute naturel des innombrables documents en tous genres que produisent les institutions européennes et leurs "satellites". Ces boîtes sont faciles d'accès. Quiconque se trouvant à l'intérieur du Parlement européen peut y glisser sa prose...

In the members' pigeon holes land countless documents of all sorts produced by the European institutions and their satellites. These mail-boxes are easy of reach. Anyone inside the European Parliament building may drop by and slip in a note.









Le Parlement européen vit sous haute surveillance. Pour y entrer, les visiteurs (dûment badgés) doivent se soumettre à un contrôle de sécurité semblable à ce qui est pratiqué dans les aéroports. La sécurité est encore nettement renforcée lorsque d'importantes personnalités externes sont reçues. Les limousines blindées s'alignent alors devant les portes.

The European Parliament is under high security. To gain entrance, badge-wearing visitors must go through an airport-like security check. Security is stepped-up even further when prominent visitors pay a call. Armoured limousines then line up outside.

































Toutes les institutions ont leurs cuisines internes. Et leurs cuisines.

Le Parlement européen ne fait pas exception à la règle. On y sert chaque midi 3.500 repas! Le soir, c'est fonction des "mondanités". En tout, au cours de l'année 2006, un million de repas ont été consommés dans l'enceinte de ses divers restaurants et self-services. La cuisine servie au Parlement européen est "continentale". Les végétariens ne sont cependant jamais oubliés. Et, à Strasbourg, on trouve tous les jours, au self, une entrée ou un plat de l'un des vingt-sept pays de l'Union. C'est la diversité européenne aussi, pour qui veut, dans les assiettes.

As in all other institutions, the show also goes on behind the scenes. In the kitchens.

3,500 lunches are cooked in the Parliament's kitchens every day! Numbers in the evenings depend on who is visiting. In all, 2006 saw one million meals served in the various restaurants and cafeterias of the European Parliament. European Parliament cuisine is of the "continental" variety, although vegetarians are well catered for. And in Strasbourg's cafeteria, every day comes with a different starter or main course from one of the Member States. European diversity can also be served on a plate...

Très souvent, d'excellents "repas de protocole" sont également au menu, mais de quelques chanceux... Les repas ne sont pas préparés par du personnel du Parlement. Les cuisiniers et leurs assistants proviennent de sociétés prestataires. A Strasbourg, environ 250 personnes sont à pied d'œuvre dans la cuisine centrale durant les sessions. Elles se donnent parfois beaucoup de mal pour satisfaire le Parlement et ses invités. Chaque jour de session, environ 3,5 tonnes d'oranges sont pressées dans les bars et restaurants du Parlement. L'émir du Qatar aime toutefois le Seven-Up Light : à l'occasion de sa visite, il a fallu aller loin de Strasbourg pour s'en procurer.

"Protocol meals" are also often to be found on the menu, but only for a chosen few... None of the food is prepared by Parliament employees. Cooks and kitchen staff are all provided by subcontractors. During plenary weeks in Strasbourg, some 250 people busy themselves daily in the main galley. They sometimes work hard to content the Parliament and its many guests. On session days, some 3.5 tons of oranges are squeezed behind the Parliament's food counters. The Emir of Qatar, however, has a liking for diet Seven-Up. When he was visiting, his favourite beverage had to be brought in from further afield!









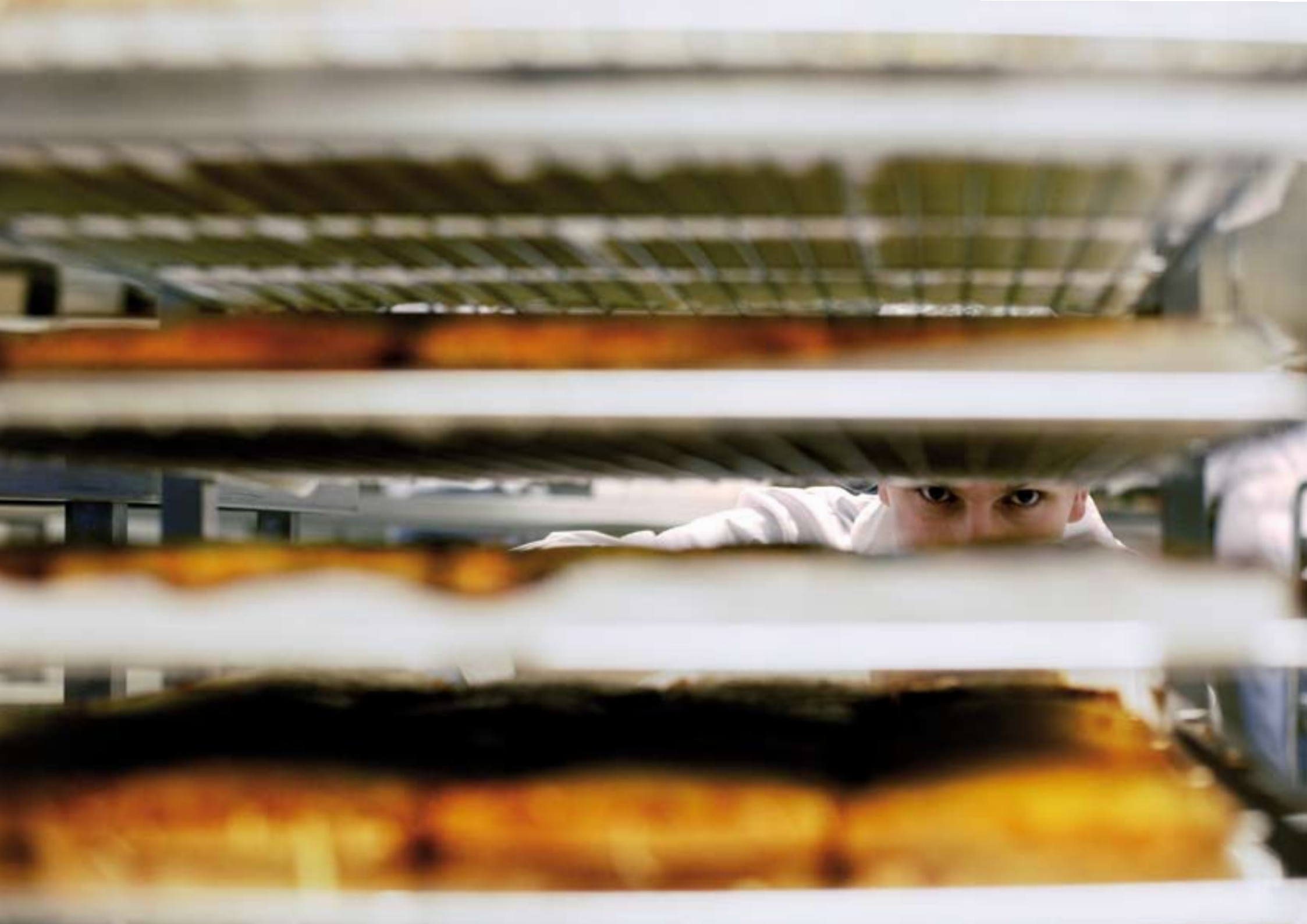
































Dîner

offert par

Monsieur Hans-Gert PÖTTERING
Président du Parlement européen

en l'honneur des

Lauréats européens
du Prix Nobel

Le président du Parlement européen

tient son autorité morale du fait qu'il est le premier parmi les représentants des citoyens et des peuples d'Europe. Elu par les députés pour deux ans et demi, au début ou au milieu de la législature, il dirige l'ensemble des travaux de son institution et veille à son bon fonctionnement. Il joue un rôle politique interne majeur, notamment en présidant la Conférence des présidents de groupe. Sa signature engage le Parlement européen, et elle est requise au bas de la majorité des actes législatifs produits par l'UE. Le président a

par ailleurs progressivement acquis une réelle influence politique, dans l'UE mais aussi au-delà de ses frontières, à mesure que croissaient les pouvoirs formels du Parlement européen. A présent, le président du Parlement prend la parole à l'ouverture de tous les sommets des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE. Il expose alors les vues des parlementaires européens sur divers thèmes, inscrits ou non à l'ordre du jour de la réunion.

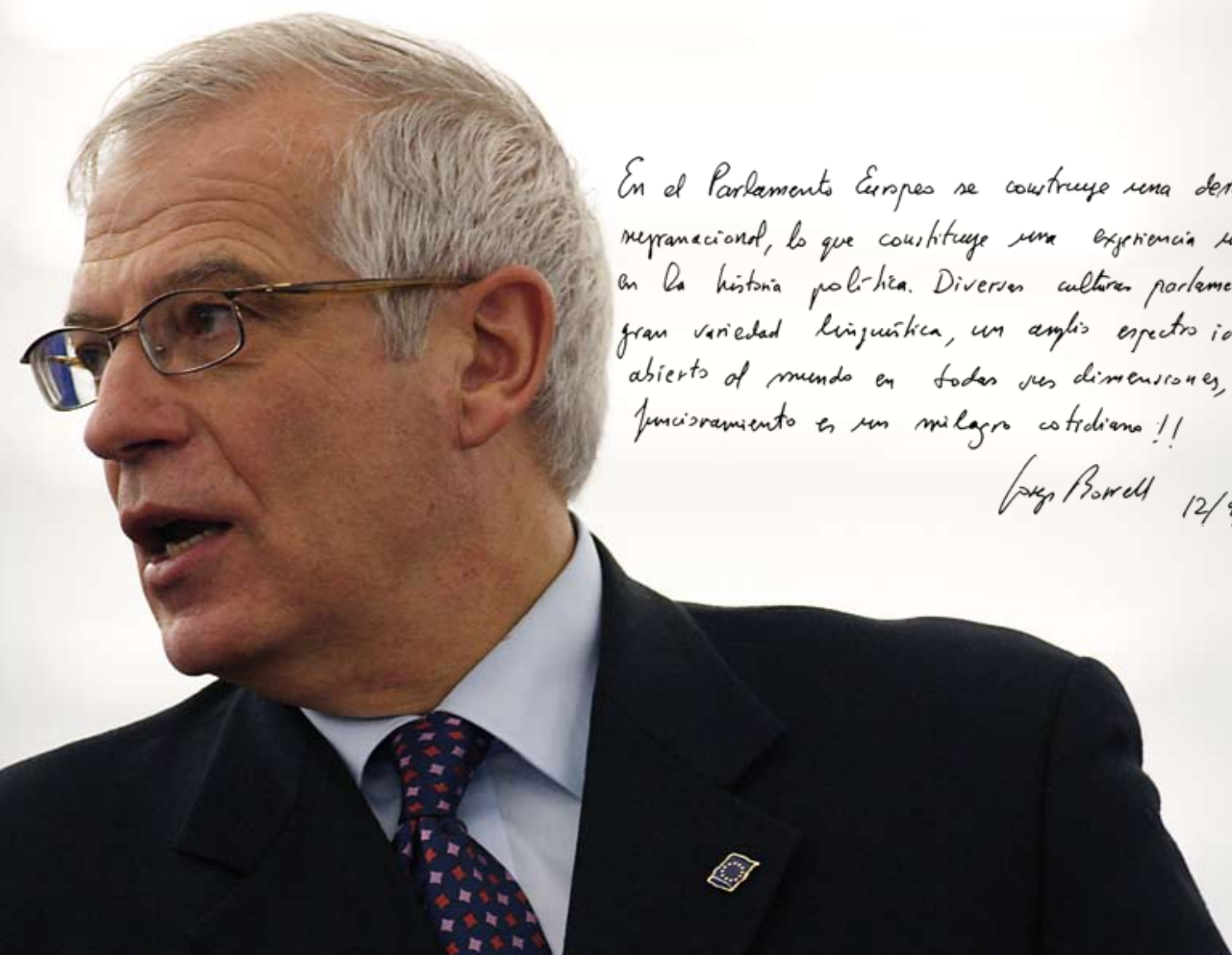
The President of the European Parliament,

the leading representative of the citizens and peoples of Europe, is in a position of moral authority. Elected by the MEPs for a period of two and a half years, at the beginning or in the middle of a parliamentary term, he is in charge of running his institution and making sure that it functions properly. He plays a major internal political role, in particular by chairing the Conference of Group Presidents. His signature commits the European Parliament and is required for most of the legislative acts produced by the EU.

The President has gradually acquired real political influence not only in the EU but also beyond its borders, as the formal powers of the European Parliament have grown. At present, the President of the Parliament speaks at the opening of EU summits of Heads of State or Government. He puts forward the views of the MEPs on different topics, whether or no on the agenda.



1/ Paul-Henri Spaak 1952 - 1954 2/ Alcide de Gasperi 1954 - 1954 3/ Guiseppe Pella 1954 - 1956
 4/ Hans Furler 1956 - 1958 & 1960 - 1962 5/ Robert Schuman 1958 - 1960 6/ Gaetano Martino 1962 - 1964 7/ Jean
 Duvieusart 1964 - 1965 8/ Victor Leemans 1965 - 1966 9/ Alain Poher 1966 - 1969 10/ Mario Scelba 1969 - 1971
 11/ Walter Behrendt 1971 - 1973 12/ Cornelis Berkhouwer 1973 - 1975 13/ Georges Spénale 1975 - 1977 14/ Emilio
 Colombo 1977 - 1979 15/ Simone Veil 1979 - 1982 16/ Piet Dankert 1982 - 1984 17/ Pierre Pflimlin 1984 - 1987
 18/ Lord Plumb 1987 - 1989 19/ Enrique Barón Crespo 1989 - 1992 20/ Egon A.Klepsch 1992 - 1994 21/ Klaus Hänsch
 1994 - 1997 22/ José Maria Gil-Robles 1997 - 1999 23/ Nicole Fontaine 1999 - 2002 24/ Pat Cox 2002 - 2004
 25/ Josep Borrell Fontelles 2004 - 2007 26/ Hans-Gert Pöttering 2007 -



En el Parlamento Europeo se construye una democracia
supranacional, lo que constituye una experiencia única
en la historia política. Diversas culturas parlamentarias,
gran variedad lingüística, un amplio espectro ideológico,
abierto al mundo en todas sus dimensiones, su
funcionamiento es un milagro cotidiano!!

José Borrell 12/9/2007

Le socialiste espagnol Josep Borrell Fontelles,

né le 24 avril 1947, a présidé le Parlement européen au cours de la première moitié de cette législature, entre juillet 2004 et janvier 2007. Il a longtemps siégé au Parlement espagnol avant d'arriver au Parlement européen, à l'occasion des dernières élections européennes. Pour beaucoup, c'était un inconnu. Mais il a séduit bien au-delà des rangs de sa famille politique. A l'heure où s'achevait son mandat, il a été chaleureusement remercié par les chefs des principaux groupes, pour la dignité avec laquelle il a assumé la fonction

présidentielle. L'Irlandais Brian Crowley, co-chef du groupe UEN (Union pour l'Europe des nations), l'a salué en citant "un vieux poète irlandais" : "Il vint en étranger et nous ressentîmes la peur. Pourtant, grâce à son travail, son temps, ses efforts, mais par-dessus tout son honnêteté, il devint notre ami, et à présent nous le regrettons. Le plus important cependant est que nous marchions sur ses traces, parce qu'elles nous mènent à la grandeur".

Spanish Socialist Josep Borrell Fontelles,

born April 24 1947, was President of the European Parliament for the first half of the present parliamentary term, from July 2004 to June 2007. He was a long-time Member of the Spanish Parliament before becoming an MEP at the last European election. His was not a familiar name. But people well beyond his own political family were soon won over to him. When the time came for him to bow out, he was warmly thanked by the presidents of all the main groups for the dignity in which he had assumed his presidential role. Brian Crowley,

the Irish co-President of the Union for the Europe of Nations, paid his tribute by quoting "an old Irish poet": "He came as a stranger and we saw fear, yet through his work, through his time, through his efforts, but most of all through his honesty, he became our friend and now we miss his passing, but most importantly of all, we walk in his footsteps for they lead us to greatness".

Le rythme de travail des présidents du Parlement européen est intense. Sur cette photographie, on peut voir l'ancien président du Parlement, Josep Borrell Fontelles, dans un petit cabinet de travail attenant à l'hémicycle. Il examine un projet de texte sur la directive "Bolkestein" alors que son huissier lui annonce l'arrivée imminente de l'émir de Qatar.

European Parliament Presidents have a busy work schedule. Here we see former EP President Josep Borrell Fontelles at work in a small office adjoining the hemicycle. As he leafs through the Bolkestein directive, an usher announces the impending arrival of the Emir of Qatar.

















16 janvier 2007 : élection de Hans-Gert Pöttering à la présidence du Parlement européen. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, est là, comme chaque fois qu'un débat important se déroule au Parlement. La Commission et le Parlement sont des alliés objectifs dans la construction de l'Europe.

January 16 2007: Hans-Gert Pöttering is elected to the presidency of the EP. The President of the European Commission, José Manuel Barroso, is in attendance as he is whenever there is an important debate at the Parliament. The Commission and the Parliament are objective allies in the process of European construction.

Le chrétien-démocrate allemand Hans-Gert Pöttering,

né le 15 septembre 1945, a été élu président du Parlement européen en janvier 2007, pour la seconde moitié de l'actuelle législature. Il occupera donc le perchoir européen jusqu'en juin 2009. C'est certainement l'un des meilleurs spécialistes du Parlement européen et des affaires européennes: il est en effet député européen depuis 1979, c'est-à-dire depuis les premières élections européennes au suffrage universel. Il est également porteur d'une autre légitimité: depuis 1999, Hans-Gert Pöttering présidait le groupe PPE-DE, le groupe le plus important du Parlement européen et le seul à rassembler

des élus venant de tous les pays de l'Union. A la tête du groupe PPE-DE, il a montré qu'il pouvait gérer les différences de sensibilité. "Canaliser" les 27 députés européens du parti conservateur britannique n'a pas été chose aisée tous les jours... Il a aussi montré ses très fortes convictions européennes. Il a enfin montré qu'il était avant tout attaché aux valeurs de l'Europe. A la veille de son élection à la présidence du Parlement européen, il disait encore: "Les valeurs d'abord, les intérêts ensuite".

Dans son discours officiel de candidature, le 16 janvier 2007, il se fixait quatre objectifs: 1) faire en sorte que "les gens soient conquis par l'immense projet qui est le nôtre: l'unité de notre continent couplée au maintien des identités

nationales"; 2) faire "de la substance du traité constitutionnel une réalité"; 3) contribuer "au dialogue des cultures, particulièrement avec le monde arabe et islamique"; 4) continuer à être un "défenseur des droits de l'homme". Ambitieux objectifs! Le deuxième est en passe de se concrétiser – en partie suite aux pressions du Parlement européen, mais surtout parce que les gouvernements en ont ainsi décidé en signant le Traité de Lisbonne. De quel poids pèse vraiment le président du Parlement européen face aux défis du temps? Son autorité est avant tout morale: pour convaincre, il doit brandir haut les valeurs européennes et s'en montrer le premier défenseur.

The German Christian-Democrat Hans-Gert Pöttering,

born September 15 1945, was elected President of the European Parliament in January 2007 for the second half of the present parliamentary term, meaning he will hold the top post until June 2009. Here is someone who without a doubt knows more than most about the Parliament and European affairs, having been an MEP since 1979, i.e. since the first European elections by universal suffrage. He also has other credentials: since 1999, Hans-Gert Pöttering has been President of the EPP-ED group, the largest group in the European Parliament and the only one to count members from all the countries of

the Union. As EPP-ED group President, he has shown a knack for handling differing sensitivities. "Channelling" the 27 members of the UK Conservative Party has not always been easy. He is also a fervent European and has shown his attachment to European values. Even on the eve of his election to the Presidency of the European Parliament, he said: "Values come first, interests come later."

In his official candidature speech on January 16 2007, he set himself four goals: 1) to win people won over "to the great project that is ours – our continent united whilst maintaining the identities of our peoples"; 2) "to apply some determination to helping us make the substance of the constitutional treaty a reality"; 3) "to contribute

to the dialogue of cultures, in particular with the Arab and Islamic world"; 4) to continue defending human rights. An ambitious programme indeed! His second objective is in the process of being achieved – partly under pressure from the European Parliament but mainly because by signing the Treaty of Lisbon the governments decided it should be so. In the face of these challenges, how much weight does the President of the European Parliament truly bear? His authority is principally a moral one: he must uphold European values and be their leading exponent.

Das Europäische Parlament, erstmalig
1979 direkt gewählt, hat sich viele
Zuständigkeiten erkämpft. Es ist
heute einflussreich und selbst-
bestimmt. So können wir die In-
teressen der Bürgerinnen und
Bürger wirksam vertreten.
Hans-Joachim Pöschel











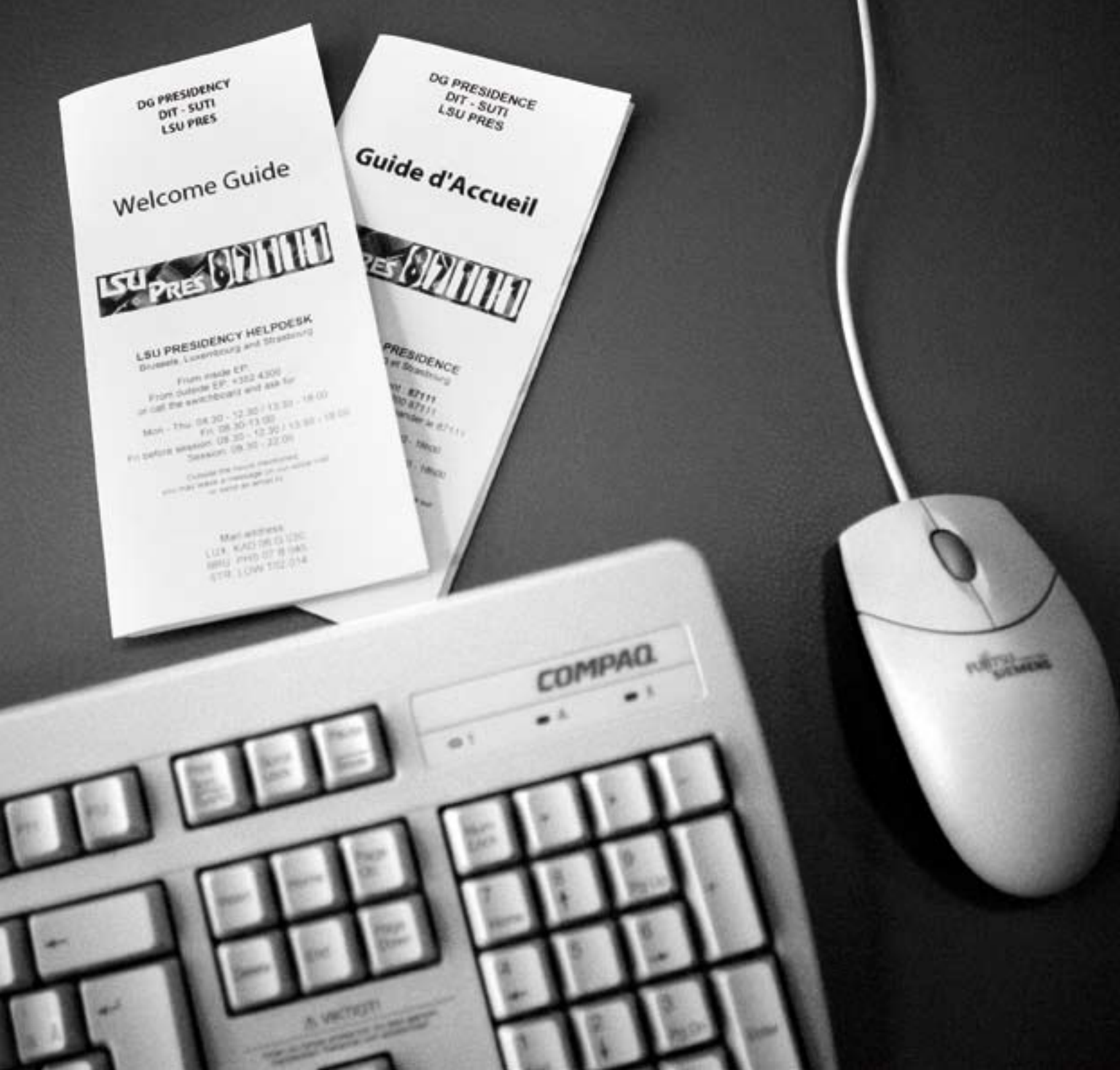
La politique est faite de mandats à durée déterminée. De débuts. Et de fins. Le 16 janvier 2007, Josep Borrell Fontelles n'était plus président du Parlement européen. Pour lui, comme pour son équipe rapprochée, ce fut une journée de fortes émotions.

Political life only come with fixed terms of office. With beginnings and ends. On January 16 2007, Josep Borrell Fontelles ceased to be the President of the EP. For him, as for the closest members of his team, it was an emotional day.









Josep Borrell Fontelles a fait place nette. Le bureau du président du Parlement européen à Strasbourg est prêt à accueillir son successeur. Dans quelques heures, la vie y reprendra ses droits.

Josep Borrell Fontelles has cleared his desk. The office of the President of the EP has been made ready for the next occupant. Just a few more hours, and it will be business as usual.





Passation de pouvoirs entre Josep Borrell Fontelles et Hans-Gert Pöttering dans le bureau présidentiel à Strasbourg. Les hommes (même de grande qualité) passent, l'institution démocratique reste.

Josep Borrell Fontelles transfers power to Hans-Gert Pöttering in the presidential office in Strasbourg. Men and women (even of great quality) come and go, but democratic institutions remain.

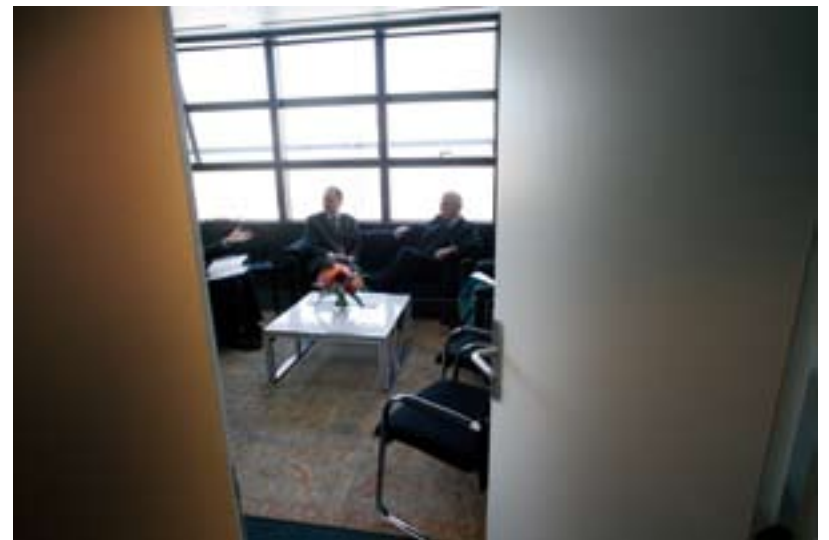








































































UN PARLEMENT PAS COMME LES AUTRES

Le Parlement européen n'est pas le Parlement d'un pays, mais celui d'une entité politique étrange et sans précédent dans l'Histoire, l'Union européenne, qui a des compétences bien délimitées : agriculture, commerce international, concurrence, transport, environnement, etc. Il s'inscrit donc dans un jeu institutionnel très particulier, où deux autres grands acteurs se démarquent: le Conseil et la Commission.

Le Conseil est l'émanation directe des vingt-sept capitales. Dans une cacophonie certaine, les Etats membres y défendent en gros leurs intérêts immédiats (et ceux de l'UE s'ils convergent). Les pays à forte population agricole vont

défendre avec acharnement les revenus de leurs agriculteurs, les pays avec de longs rivages vont se soucier davantage de pollution marine, les pays du sud de l'Union seront plus en flèche sur l'immigration clandestine, etc. Le Conseil prépare en continu ses réunions ministérielles, notamment grâce au travail des "représentants permanents" (les ambassadeurs) des Vingt-Sept auprès de l'Union, à Bruxelles.

Dans les faits, le Conseil prend ses décisions par consensus, parfois au terme d'âpres donnant-donnant. Mais, d'un point de vue juridique, il doit se prononcer à l'unanimité sur les sujets politiques les plus "sensibles", comme

par exemple les questions institutionnelles ou de politique étrangère (chaque capitale voulant garder un droit de veto) et à la majorité qualifiée sur les autres. Aucun pays ne peut de ce fait prétendre "subir" l'Europe. Certains responsables politiques nationaux mettent simplement quelquefois leurs échecs sur le compte de l'Union...

Le Conseil est présidé à tour de rôle, pour six mois, par les vingt-sept pays qui le composent. L'année 2007 a vu une présidence allemande et une présidence portugaise. En 2008, ce fut au tour de la Slovaquie puis de la France. La Commission est en quelque sorte l'exécutif de la structure supranatio-

nale européenne. Elle est composée de femmes et d'hommes provenant des vingt-sept pays. Le président de la Commission est désigné par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE; sa désignation doit être approuvée par le Parlement européen. Actuellement, c'est José Manuel Barroso, l'ancien Premier ministre portugais, qui occupe la fonction. Quant aux vingt-six autres commissaires, ils sont désignés par leur pays; là encore, l'approbation des députés européens est requise. La Commission est supposée défendre l'intérêt général européen. Elle s'est acquittée de sa tâche avec plus ou moins de vigueur et d'imagination. Elle détient un atout

précieux: elle est la seule à pouvoir faire des propositions législatives. Mais elle en use très prudemment, étant quelquefois trop à l'écoute des capitales (surtout des "grandes"). Dans cette configuration inédite, sans véritable gouvernement, le Parlement européen ne se divise pas en majorité et en opposition. Les alliances entre groupes politiques changent en fonction des textes qui leur sont soumis. Il arrive également souvent que les groupes eux-mêmes se divisent sur des lignes "nationales". Le Parlement européen reflète les citoyens mais aussi les peuples et les pays de l'UE... Les citoyens s'y retrouvent-ils, dans ce labyrinthe institutionnel?

Probablement pas. Le sondage Euro-baromètre publié en juin 2007 conclut: "Dans les grandes lignes, il s'avère que l'opinion publique ne sépare pas clairement la Commission et le Parlement dans l'évaluation". 56% des Européens font plutôt confiance au Parlement européen, contre 52% à la Commission. Ce sont maintenant les Slovaques, les Belges, les Maltais, les Danois et les Slovènes qui font le plus confiance au Parlement. Les Britanniques, les Lettons, les Autrichiens, les Bulgares et les Français lui font le moins confiance.

A PARLIAMENT UNLIKE ANY OTHER

The European Parliament is not a single-country Parliament but the Parliament of a strange political creature, an all-time first, the European Union, which has strictly defined powers: agriculture, international trade, competition, transport, the environment, etc. It is therefore part of a very special institutional set-up in which two other major players stand out: the Council and the Commission. The Council is the direct offshoot of the twenty-seven capitals. Amidst a great cacophony of voices, the Member States by and large defend their immediate national interests (and those of the EU, if they converge). Countries

with a large rural population are fiercely protective of their farmers' incomes. Countries with long coastlines worry more about marine pollution. The southern-most countries of the Union are more focused on illegal immigration, etc. The Council's job is to prepare its ministerial meetings, in particular with the Brussels-based "permanent representatives" (the ambassadors) of the 27 to the Union.

In actual fact, the Council's decisions are reached by consensus, often the result of a harsh give-and-take. But legally there must be unanimity when decisions are taken on the most "sensi-

tive" political issues such as institutional affairs or foreign policy – each capital being keen to preserve its right of veto. On other issues, a qualified majority suffices. No country can therefore claim to be hostage to Europe, although there are national politicians who find it convenient to blame the Union for their failures.

The 27 countries of the Union take turns to chair the Council under a rotating six-monthly presidency. In 2007, Germany and Portugal held the presidency. In 2008, Slovenia took its turn, followed by France.

The Commission is in a sense the execu-

tive arm of the European supranational structure. Its officials come from all of the 27 Member States. The President of the Commission is appointed by the Heads of State or Government of the EU, although his appointment must receive European Parliament approval. The current President is José Manuel Barroso, the former Portuguese Prime Minister. The 27 Commissioners are appointed by their country, but here again MEP approval must be sought. The Commission's task is to defend the general European interest. It does so with varying degrees of vigour and imaginativeness. But it has one valua-

ble asset: it alone can make legislative proposals. It does however use this power rather cautiously, its ears sometimes overly peeled to what the capitals have to say (especially the "large" ones). In this unusual configuration, with no real government, the European Parliament does not split into majority and opposition. Alliances between political groups change according to the legislation being proposed. Often enough the groups themselves split along "national" lines. The Parliament is a reflection of the citizens of the EU, but also of its people and its countries. Do ordinary citizens find their way in

this institutional labyrinth? It seems unlikely. A June 2007 Eurobarometer poll concluded that as a rule the public does not distinguish between Commission and Parliament when questioned. 56% of all Europeans tend to have faith in the European Parliament as against 52% who trust the Commission. Currently the Slovaks, Belgians, Maltese, Danes and Slovenes have the most faith in the European Parliament. The British, Latvians, Austrians, Bulgarians and French trust it least.

**Le Parlement européen
a un siège: Strasbourg.
Mais 3 lieux de travail: Bruxelles,
Luxembourg et Strasbourg.**

A Bruxelles se tiennent, durant 2 ou 3 semaines par mois, les réunions des groupes politiques et des commissions parlementaires. Bruxelles accueille aussi chaque année 6 mini-sessions plénières de 2 jours. Luxembourg héberge une partie du secrétariat (l'administration) du Parlement. Et Strasbourg reçoit, chaque mois, une session plénière de 4 jours. Cet arrangement a été officialisé en 1992 au sommet d'Edimbourg, qui a mis un terme aux inquiétudes françaises face à la montée en puissance de Bruxelles comme capitale de l'Europe.

Résultat: douze fois par an, une "caravane" de plusieurs milliers de personnes (785 députés, quelque 1.500 de leurs assistants, des fonctionnaires du Parlement, des représentants des autres institutions de l'Union, des journalistes, des lobbyistes, etc.) prend le chemin de Strasbourg. Pour trois jours et demi de travail intensif. Tous ne viennent pas de Bruxelles, mais nombreux sont ceux qui sont contraints de transiter par la capitale belge. Les lundis de session plénière, 3 vols réguliers et 4 vols charters

relient donc Bruxelles à Strasbourg. Périodiquement, une vague de critiques s'élève contre cette forme moderne de nomadisme, qui célèbre mensuellement Strasbourg comme symbole de la réconciliation franco-allemande. Aujourd'hui, il est cocasse de rappeler que ce sont des considérations d'ordre logistique qui, au départ, ont amené l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) à Strasbourg, en 1952. Les institutions de la CECA s'étaient en effet installées à Luxembourg, mais la capitale grand-ducale ne disposait pas alors d'un hémicycle adéquat et les élus ont dû se rabattre sur le plus proche : celui du Conseil de l'Europe, à Strasbourg...

Les critiques sont fondées sur trois arguments. Primo, la transhumance coûte cher au budget européen (nul ne sait exactement combien, mais d'aucuns parlent de 200 millions d'euros par an). Secundo, le Parlement est plus efficace lorsqu'il siège à proximité de la Commission et du Conseil, dans le quartier européen de Bruxelles. Tertio, il est difficile de rallier Strasbourg, et les trajets sont longs et fatigants. En 2006, une pétition appelant à l'instauration d'un seul siège-lieu de travail a recueilli plus d'un million de signatures à travers toute l'UE. L'initiative, lancée par la députée européenne suédoise Cecilia Malmström, devenue depuis

lors ministre des Affaires européennes dans son pays, a connu un vif succès et un grand retentissement dans les pays du nord de l'Union. Au Parlement lui-même, ce sont principalement les Britanniques, les Néerlandais, les Scandinaves et les représentants des nouveaux Etats membres qui fustigent le système des trois lieux de travail. Il faudrait toutefois l'unanimité des gouvernements pour défaire la règle instaurée à Edimbourg. Début 2006, le précédent président du Parlement européen, Josep Borrell Fontelles, avait demandé au chancelier autrichien Wolfgang Schüssel, qui exerçait alors la présidence de l'UE, de sonder ses homologues sur la possibilité de modifier la règle. La réponse du Conseil fut négative. L'actuel président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, a choisi de ne pas rouvrir le dossier.



The European Parliament has its seat in Strasbourg, but conducts its business in 3 different places: Brussels, Luxembourg and Strasbourg.

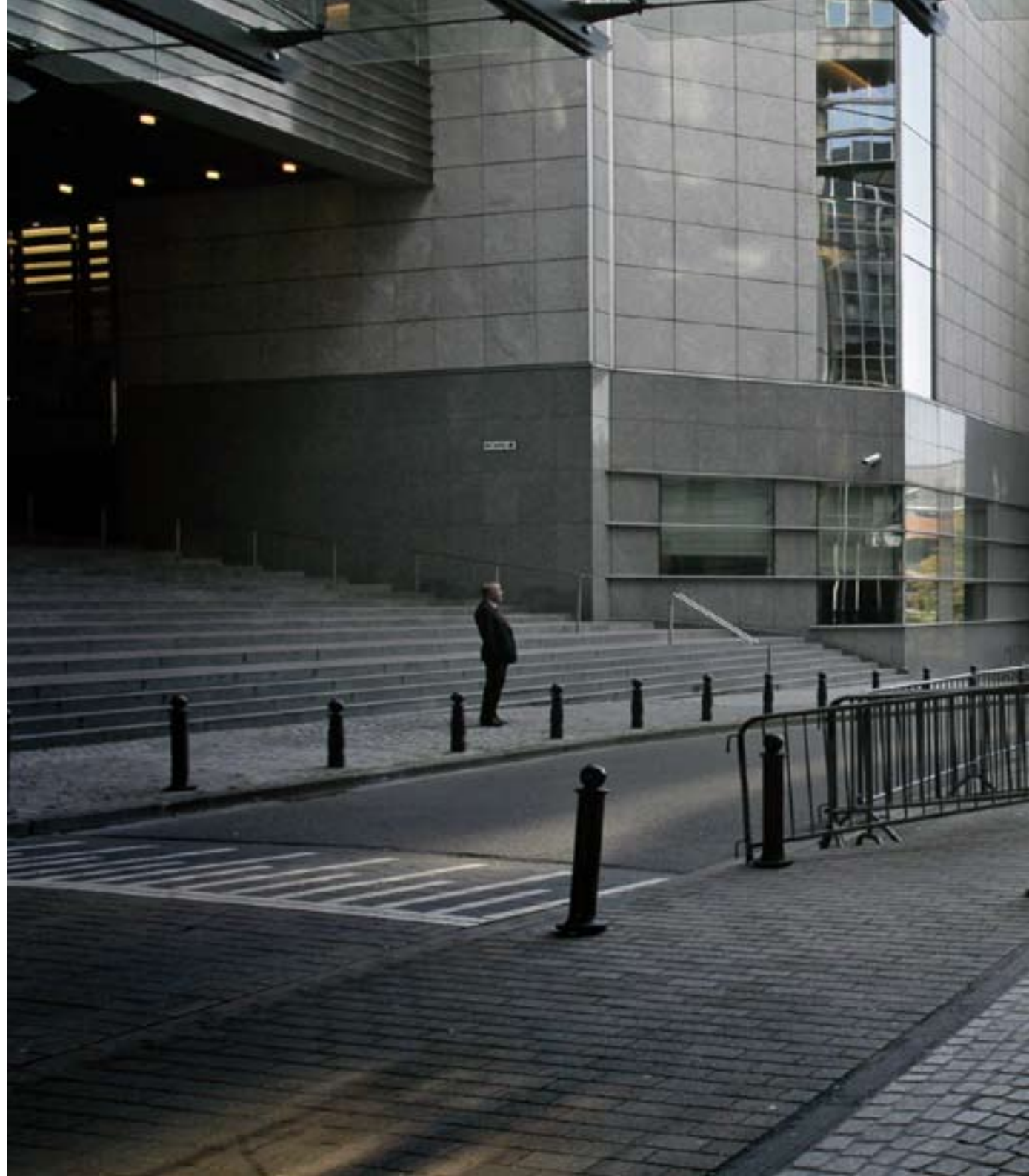
In Brussels, the political groups and parliamentary committees meet 2 or 3 weeks a month. 6 mini-plenaries lasting 2 days each are also held in Brussels. Part of the Parliament's Secretariat is located in Luxembourg. And every month Strasbourg hosts a four-day plenary session. This arrangement became official in 1992 at the Edinburgh summit, and laid to rest France's worries in the face of Brussels's ever-louder claims as the capital of Europe. The outcome: 12 times a year a "caravan" of several thousand people (785 MEPs, some 1,500 of their assistants, Parliament officials, representatives of other EU institutions, journalists, lobbyists, etc) sets off to Strasbourg for just three and a half days of intensive work. Although not everyone comes from Brussels, many people have to come through the Belgian capital. On plenary Mondays, 3 regular flights and 4 charter flights take off from Brussels for Strasbourg. From time to time, a wave of protest wells up against this modern version of a nomadic life, which pays a monthly homage to Strasbourg as the symbol of Franco-German reconciliation. Amusingly enough, back in 1952 it was for

logistical reasons only that the Assembly of the European Coal and Steel Community (ECSC) came to Strasbourg. The institutions of the ECSC were in fact based in Luxembourg, but the capital of the Grand Duchy did not at the time possess a big enough hemicycle, so the parliamentarians decided to make use of the nearest and most suitable one, that of the Council of Europe in Strasbourg. There are three arguments against the 1992 arrangement. Firstly, moving so many people is a huge burden on the European budget (no one knows precisely how huge, but some estimates put the figure at 200 million euros a year). Secondly, the Parliament is more efficient when it gathers close to the Commission and the Council, in the European district of Brussels. Thirdly, travelling to Strasbourg can be slow and tiring.>>>





<<< In 2006, a petition calling for the establishment of a single seat and place of work was signed by over a million people throughout the EU. The initiative was launched by a Swedish MEP, Cecilia Malmström, now her country's Minister of European Affairs. It received a great deal of publicity and support in the northern countries of the Union. In the Parliament itself, the British, Dutch, Scandinavian MEPs and the representatives of the new Member States are the sharpest critics of this system of three work places. However, the governments need to decide unanimously to jettison the rule established in Edinburgh. Early in 2006, the previous President of the Parliament, Josep Borrell Fontelles, asked Austrian Chancellor Wolfgang Schüssel, then President-in-office, to sound out his counterparts on the possibility of changing the rule. The Council refused. The current President of the European Parliament, Hans-Gert Pöttering, has chosen to leave things as they are.













Le bâtiment Louise Weiss du Parlement européen, sur les bords de l'Ill, à Strasbourg, est un chef-d'œuvre architectural. Il est composé d'un hémicycle de 800 places, surmonté d'un dôme spectaculaire, et d'une tour de plus de 1.000 bureaux donnant sur une cour intérieure. Les deux parties, qui représentent une superficie de quelque 220.000 m², sont reliées entre elles par une "galerie" couverte d'une immense verrière.

The Louise Weiss building of the EP, built on the banks of the river Ill in Strasbourg, is a masterpiece of modern architecture. It houses an 800-seat hemicycle topped with a spectacular dome, and one thousand offices in a separate structure, which all give on to a central courtyard. The two parts, with 220,000 square meters of floor space, connect through a gallery covered with a huge glass roof.

















Le vélo est un moyen de transport très prisé au Parlement européen. A Bruxelles, les autres institutions européennes sont, il est vrai, établies dans le même quartier, à quelques coups de pédale.

The EP approves of bicycles. In Brussels, the other European institutions are admittedly all in the same neighbourhood, just a few pedal pushes away.





A Bruxelles, les installations du Parlement européen étaient encore en cours d'élargissement fin 2007, pour accueillir plus confortablement les députés des nouveaux Etats membres. Deux bâtiments supplémentaires, baptisés D4 et D5, ont été construits de part et d'autre de la place du Luxembourg. Ils sont reliés au D3 (l'Altiero Spinelli) par une double passerelle aérienne du plus bel effet.

In Brussels, the premises of the EP were still undergoing extension works at the end of 2007 with a view to accommodating the MEPs from the new Member States. Two additional buildings (D4 and D5) have been built on either side of the place du Luxembourg. Two striking footbridges link them to D3, the Altiero Spinelli building.



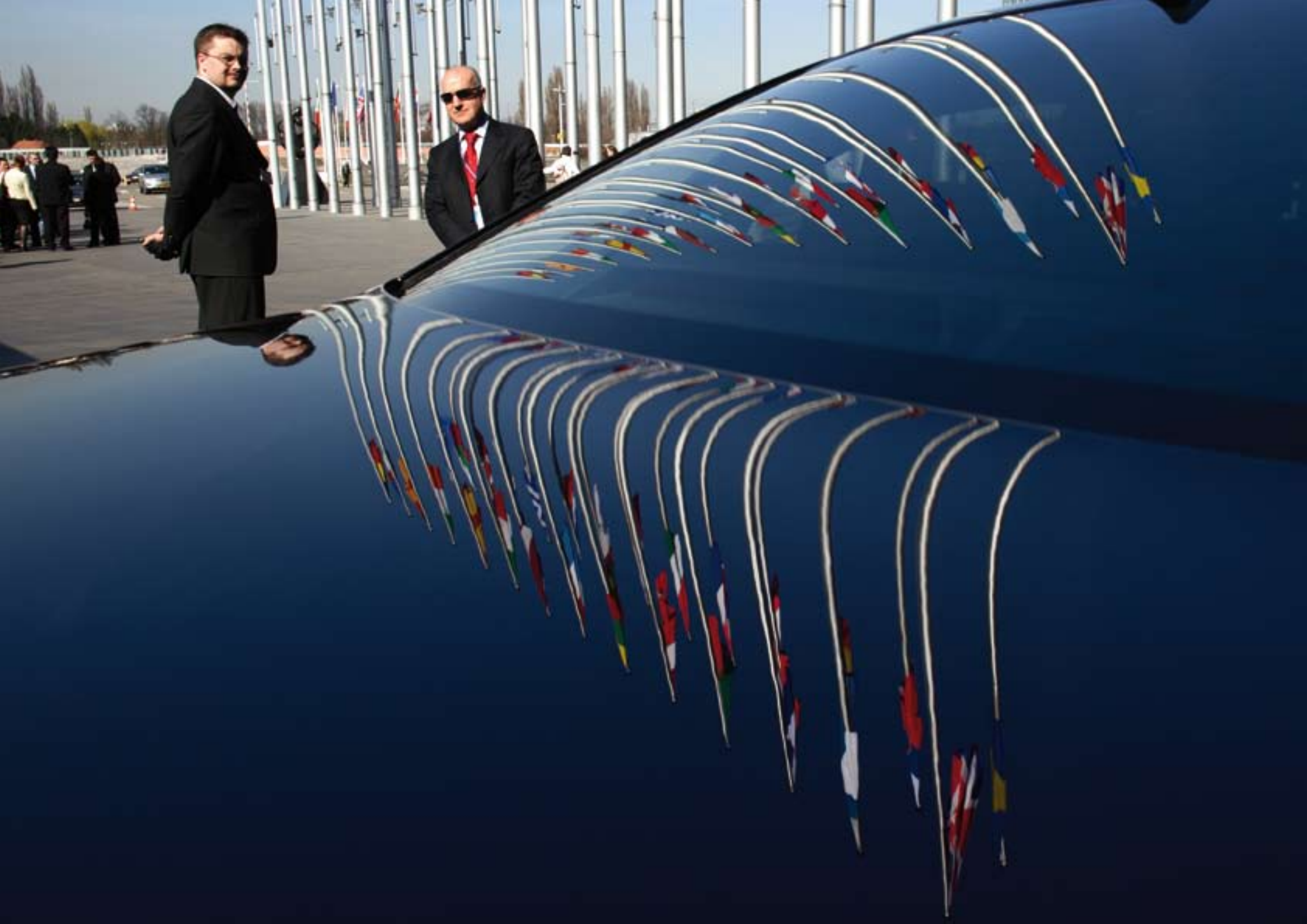














**Depuis que la Bulgarie
et la Roumanie ont adhéré à l'UE,
le 1^{er} janvier 2007, il faut parler
de l'Europe des Vingt-Sept.**

L'élargissement précédent remontait au 1^{er} mai 2004. Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque avaient alors rejoint le club. Les nouveaux députés européens bulgares (18) et roumains (35) ont fait leur entrée solennelle au Parlement le 15 janvier 2007. Leur arrivée a ajouté encore à la diversité de l'étonnante communauté humaine des députés européens. Au Parlement européen, heureusement, diversité rime avec cordialité. Dans la plupart des cas, malgré le fait que les élus européens proviennent de 177 partis politiques différents, nourris de 27 cultures politiques différentes, les relations entre élus européens sont empreintes d'un respect bienveillant. Diversité:

les 785 députés européens racontent 785 aventures humaines. Pour cinq d'entre eux, l'Europe est une vieille compagne : outre l'actuel président du Parlement, l'Allemand Hans-Gert Pöttering, les Allemands Ingo Friedrich, Klaus Hänsch et Karl von Wogau, et le Français Francis Wurtz siègent au Parlement européen depuis les premières élections au suffrage universel, en 1979. D'autres ont été chef d'Etat (le Lituanien Vytautas Landsbergis), Premier ministre (le Danois Poul Nyrup Rasmussen, par exemple), cosmonaute (le Tchèque Vladimir Remek) ou champion du monde de rallye (le Finlando-Français Ari Vatanen)... La diversité se niche cependant parfois là où on ne l'attend pas. Tous les députés

européens ne bénéficient pas du même "salaire". Ils gagnent la même chose que les députés qui siègent dans les assemblées de leur pays. Les différences peuvent être énormes entre les indemnités des riches députés italiens – plus de 11.000 euros par mois – et celles de leurs voisins de palier venus des ex-pays de l'Est! Mais cette situation ne durera pas au-delà des prochaines élections européennes, en 2009: un statut unique du député a en effet été adopté, qui garantit à tous les membres du Parlement européen une même rémunération, de l'ordre de 7.000 euros par mois.





Since the accession to the EU of Bulgaria and Romania

on January 1 2007, Europe has 27 members. The previous enlargement took place on May 1 2004 when Cyprus, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Malta, Poland, Slovakia, Slovenia and the Czech Republic joined.

The inauguration of the new Bulgarian MEPs (18) and new Romanian MEPs (35) took place on January 15 2007. Their arrival has added even more colour to an already unique human patchwork of MEPs. In the European Parliament, diversity fortunately means cordiality. In most cases, although MEPs come from 177 different political parties and 27 different political cultures, relations between them are respectfully cordial. Diversity: there are 785 MEPs and they tell 785 different stories. To five MEPs, Europe is an old companion: besides the President of the Parliament, German-born Hans-Gert Pöttering,

Germans Ingo Friedrich, Klaus Häensch and Karl von Wogau and Frenchman Francis Wurtz have been MEPs since the first election by universal suffrage in 1979. Others have been Head of State (the Lithuanian Vytautas Landsbergis), Prime Minister (the Dane Poul Nyrup Rasmussen), cosmonaut (the Czech Vladimir Remek) or car rally champion (the Franco-Finn Ari Vatanen). Diversity, however, can sometimes be found in unexpected places. Not all the MEPs are paid the same. They earn what Parliamentarians earn in their national Parliaments. Differences can be huge between the rich Italian MEPs – more than 11,000 euros a month – and their Eastern European neighbours. But things will change in 2009: a single MEP statute has been adopted guaranteeing all MEPs the same pay, some 7,000 euros a month.





















Les 18 Bulgares et les 35 Roumains n'étaient en réalité pas des nouveaux venus. Ils siégeaient déjà au Parlement européen, mais comme observateurs, depuis le 26 septembre 2005, suite à la signature des traités d'adhésion des deux pays. Ces députés ont été nommés par le Parlement national bulgare et le Parlement national roumain. Dans le courant de 2007, suite à des élections européennes, ils ont été remplacés par des députés européens directement élus.

The 18 Bulgarians and 35 Romanians were not truly newcomers. They were sitting in the EP as observers since September 26 2005, following the signing of the two countries' accession treaties. Those first parliamentarians had been appointed by the national Bulgarian Parliament and the national Romanian Parliament. After European elections in 2007, directly elected MEPs took their place.



Lors de la cérémonie d'installation des nouveaux députés européens, le Roumain Eugen Mihaescu, du Parti de la Grande Roumanie, une formation ultranationaliste, fait un détour pour embrasser le drapeau de son pays. Au Parlement européen, toutes les sensibilités sont représentées, y compris les plus hostiles à l'Europe communautaire.

During the new MEPs' installation ceremony, Romanian Eugen Mihaescu, member of the ultranationalist Great Romania Party, went out of his way to embrace his country's flag. At the EP, all political leanings are represented, including those most hostile to European integration.





Les groupes politiques du Parlement européen

rassemblent des députés de diverses nationalités issus de 177 partis politiques différents. Mais, à l'intérieur des groupes, les considérations nationales – surtout lorsqu'elles sont portées par de grosses délégations nationales (rassemblant les élus venant d'un même pays) – peuvent être déterminantes. Fin 2007, les groupes étaient au nombre de 7, répartis sur l'axe gauche-droite (certains étant cependant principalement "eurosceptiques"). Dans l'ordre d'importance: le groupe du Parti populaire

européen – démocrates-chrétiens – et des Démocrates européens (PPE-DE, 288 membres), le groupe du Parti socialiste européen (PSE, 217), le groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE, 100), le groupe Union pour l'Europe des nations (UEN, 43), le groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE, 43), le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL, 41) et le groupe Indépendance/Démocratie (ID, 22). Le Parlement comptait aussi 31 députés non inscrits. Un groupe Identité-Tradition-Souveraineté (ITS), fort de 23 députés, a existé entre janvier et novembre 2007. Il se situait à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Il faut au minimum 20 députés, provenant d'au moins un cinquième des Etats membres, pour former un groupe au Parlement européen. Les groupes font alliance ponctuellement. La législature en cours s'est toutefois caractérisée par une franche coopération entre les groupes PPE-DE et PSE, encouragée sans doute par l'installation d'une "grande coalition" à Berlin. On l'a vu notamment sur la directive "Bolkestein", concernant les services. Mais, déjà auparavant, les deux groupes majeurs avaient convenu de se partager la présidence du Parlement: un socialiste lors de la première moitié, un démocrate-chrétien lors de la seconde. Les chefs des groupes politiques, réunis dans la

The European Parliament's political groups

are made up of members from different countries, drawn from 177 different political parties. But within the groups, national considerations – especially those supported by large national delegations (i.e. with members from one and the same country) – can be decisive. At the end of 2007, there were 7 groups, ranging from Left to Right (some however mainly "eurosceptics"). In order of size: the group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats (EPP-ED, 288

members), the Party of European Socialists group (PES, 217), the group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe (ALDE, 100), the Union for Europe of the Nations group (UEN, 43), the group of the Greens/European Free Alliance (Greens/EFA, 43), the group of the European United Left/Nordic Green Left (GUE/NG, 41) and the Independence/Democracy group (ID, 22). 31 MEPs sat as independents. A further group, Identity, Tradition and Sovereignty (ITS, 23 MEPS) had a short lease of life, from January to November 2007. It sat at the far right of the political spectrum. It takes a minimum of 20 MEPs from at least one fifth of the Member States to form a par-

liamentary group. The groups form alliances on specific issues. The current parliamentary term however saw actual cooperation between the EPP-ED and the PES, encouraged no doubt by the establishment of a "grand coalition" in Berlin. A case in point was the "Bolkestein" Directive on services. But the two major groups had agreed well before then to share the presidency of the Parliament: a Socialist in the first half, a Christian-Democrat in the second. The Presidents of the political groups, assembled in the Conference of Presidents, wield the real political power in the European Parliament. They set the agenda for the plenaries, and, more important, find the way to political

Conférence des présidents, sont en réalité les détenteurs du pouvoir politique au Parlement européen. C'est entre eux que l'ordre du jour des sessions plénières est établi, et, surtout, que les vrais compromis politiques se discutent... Ce n'est donc pas un hasard si, sur nombre de photographies de ce livre, figure l'un ou l'autre chef de groupe. En voici quelques-uns.

compromise...

This is why Presidents of groups are often shown in the photographs of this book. Here are some of them.



Le Français Joseph Daul,

né le 13 avril 1947, préside le groupe du Parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et des Démocrates européens (PPE-DE), qui compte 288 membres originaires des 27 pays de l'Union. Cet agriculteur a rapidement commencé à militer dans les syndicats agricoles. En 1997, au moment de la crise de la "vache folle", il présidait la Fédération française des producteurs de viande bovine. Il est membre du Parlement européen depuis 1999, élu sous les couleurs de l'UMP.

Joseph Daul (France),

born April 13 1947, heads the group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats (EPP-ED), which draws 288 members from all 27 countries of the Union. He started out as a farmer and soon became a trade unionist. In 1997, at the time of the "mad cow" crisis, he was head of the French Beef Producers Federation. He has been a MEP since 1999, representing the UMP.

Le Parlement européen, c'est un laboratoire politique,
une institution unique au monde.
Un Parlement qui fait des lois dans 23 langues pour 27 pays,
et autant de cultures.
Un Parlement qui représente plus de 500 millions de citoyens,
et qui pourtant travaille non pas dans la confrontation,
mais dans le consensus.
Le Parlement européen, c'est une instance qui gagne à être
connue: je suis sûr que cet ouvrage y contribuera.









L'Allemand Martin Schulz,

né le 20 décembre 1955, préside le groupe du Parti socialiste européen (PSE), qui compte 217 députés originaires de 25 pays. Libraire de formation, il a travaillé dans diverses maisons d'édition avant de diriger sa propre librairie. Il est membre SPD du Parlement européen depuis 1994.

Martin Schulz (Germany),

born December 20 1955, heads the Party of European Socialists group (PSE), with 217 members from 25 countries. He trained as a librarian then worked in publishing before running his own bookshop. He has been an SPD member of the European Parliament since 1994.

Dieses Haus ist das Ort der europäischen Demokratie. Hier arbeiten zu dürfen ist ein großes Abenteuer, eine spannende Aufgabe und ein Privileg! Wir bauen hier, mit allen bekannten Problemen, an Europas Zukunft. Eine Zukunft in Frieden und sozialer Stabilität.

Martin Schulz 12.9.2007





Le Britannique Graham Watson,

né le 23 mars 1956, préside le groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), qui compte 100 députés originaires de 22 pays. Ce diplômé en langues modernes a notamment été banquier avant d'entrer au Parlement européen, en 1994, sous les couleurs du Parti libéral-démocrate.

Graham Watson (UK),

born March 23 1956, heads the group of the Alliance of Democrats and Liberals for Europe (ALDE), with 100 members from 22 countries. This graduate in Modern Languages was among other things a banker before being elected to the European Parliament in 1994 as a UK Liberal-Democrat.

The European Parliament is a
fascinating laboratory for our
experiment in supranational
co-operation. MEPs rise above
petty nationalism and aristocratic
hatreds to show Europe the way
forward. And despite 27 nationalities
with over 20 languages, it works !

Graham Watson











L'Irlandais Brian Crowley,

né le 4 mars 1964, copréside le groupe Union pour l'Europe des nations (UEN), qui compte 43 députés originaires de 6 pays. L'autre chef du groupe est l'Italienne Cristiana Muscardini. Ce juriste, membre du parti Fianna Fail, a d'abord été sénateur dans son pays avant d'entrer au Parlement européen en 1994.

Brian Crowley (Ireland),

born March 4 1964, co-chairs the Union for Europe of the Nations group (UEN), which has 43 members from 6 countries. The co-chair is Italian MEP Cristiana Muscardini. Brian Crowley, a member of Fianna Fail, was a senator in his own country before being elected to the European Parliament in 1994.









L'Italienne Monica Frassoni,

née le 10 septembre 1963, copréside le groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE), qui compte 43 députés originaires de 14 pays. L'autre chef du groupe est l'Allemand Daniel Cohn-Bendit. Après des études en sciences politiques, Monica Frassoni a commencé à militer au Mouvement fédéraliste européen. Elle est membre du Parlement européen depuis 1999. Elle avait alors été élue en Belgique, sur la liste du parti Ecolo. Elle a été réélue en 2004 en Italie, sur la liste des Verts.

Monica Frassoni (Italy),

born September 10 1963, co-chairs the group of Greens/European Free Alliance (Greens/EFA), which has 43 members from 14 countries. The group co-chairman is German Daniel Cohn-Bendit. After studying political science, Monica Frassoni joined the European Federalist Movement. She has been an MEP since 1999 when she was elected as a member of the Belgian Ecolo Party. In 2004, she was re-elected as an Italian Green Party member.

Il Parlamento Europeo è un luogo speciale dove si incontrano, si confrontano, si scatolano persone, culture, aspirazioni, interessi e ideali molto diversi; è un luogo di potere dove si svolgono delle battaglie politiche anche molto dure.
Io sono molto fiera ed onorata di farne parte, perché in questo sogno incompiuto che è l'Europa unita il Parlamento Europeo ha una responsabilità sempre maggiore, anche a causa della debolezza e della mancanza di visione della Commissione e della maggior parte dei governi attuali.

Monica Frassoni





Le Français Francis Wurtz,

né le 3 janvier 1948, préside le groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), qui compte 41 députés originaires de 14 pays. Après des études littéraires, il a travaillé dans l'enseignement, avant d'entrer comme permanent au Parti communiste français. Francis Wurtz est membre du Parlement européen depuis 1979.

Francis Wurtz (France),

born January 3 1948, is the leader of the group of United Left/Nordic Green Left (GUE/NG), which has 41 members coming from 14 different countries. He studied literature, then taught, before becoming an official of the French Communist Party. Francis Wurtz has been an MEP since 1979.

VOIE
SUR LA
BOITE DONNANT

corail
Lignes
STRASBOURG

STRASBOURG



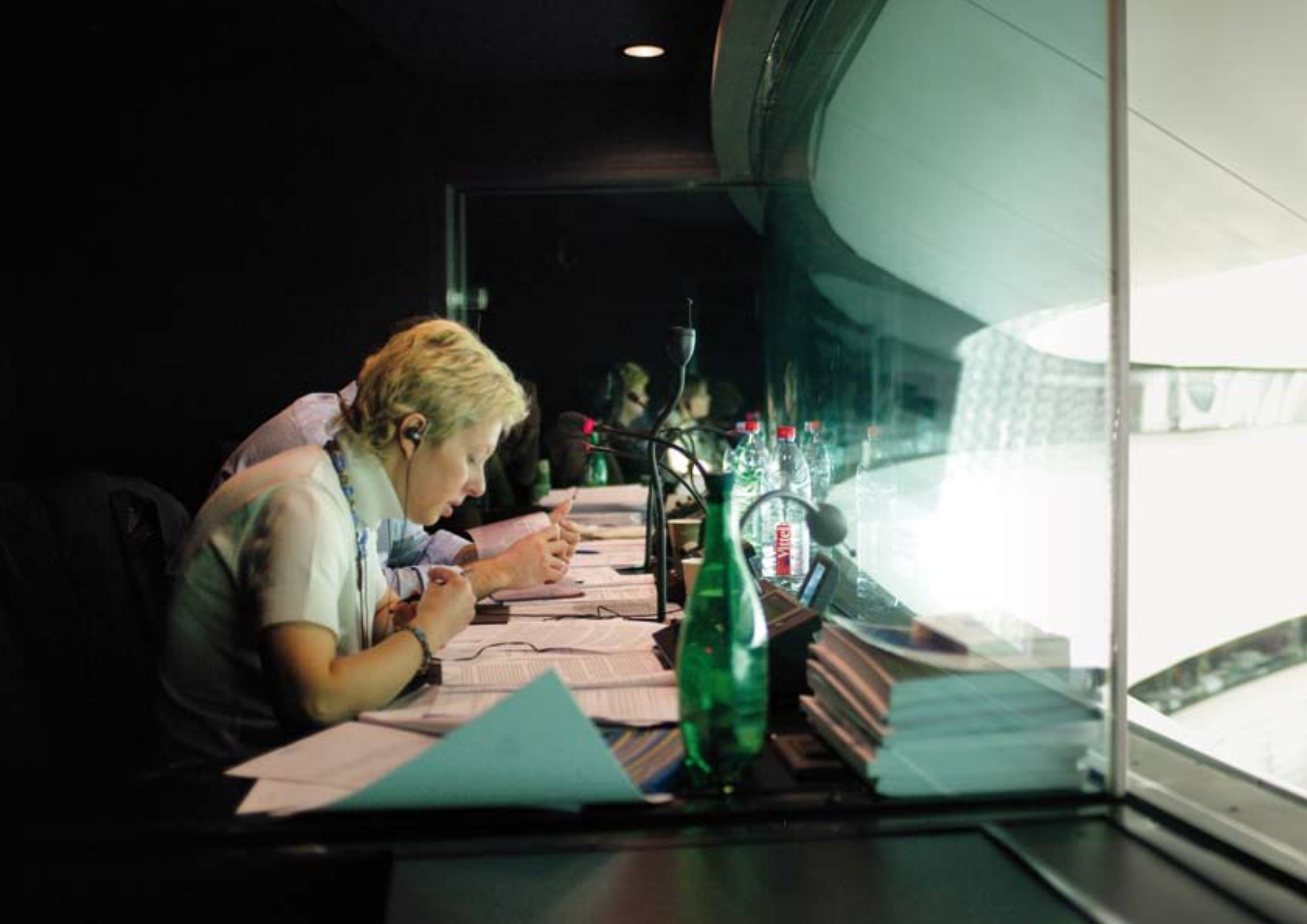






Le Britannique Nigel Farage, né le 3 avril 1954, copréside le groupe Indépendance/Démocratie (ID), qui compte 22 membres originaires de 9 pays. L'autre chef de groupe est la Danoise Hanne Dahl. Nigel Farage a longtemps travaillé à la Bourse aux métaux de Londres, qu'il a quittée pour entrer au Parlement européen, en 1999.

Nigel Farage (UK), born April 3 1954, co-chairs the Independence/Democracy group (ID), with 22 members from 9 countries. The other group leader is Hanne Dahl (Denmark). Nigel Farage spent many years as a commodity broker on the London Metal Exchange before being elected to the European Parliament in 1999.





**Depuis le 1^{er} janvier 2007,
l'UE a 23 langues officielles
et 3 alphabets:**

le latin, le grec et le cyrillique. Le bulgare et le roumain ont fait leur entrée en même temps que la langue gaélique obtenait sa reconnaissance officielle...

Les documents législatifs doivent évidemment être traduits dans toutes les langues de l'UE. Et on ne peut imposer à un élu de parler une autre langue que la sienne, et celle de ses élec

teurs. Tels sont les impératifs de la démocratie. (Cela dit, en privé, ou au bar qui leur est réservé, de nombreux députés s'expriment assez aisément en anglais ou en français...)

Le Parlement européen se vante dès lors d'être le premier employeur mondial de traducteurs et d'interprètes! Le Parlement compte 350 interprètes parmi son personnel. Il dispose également d'une réserve de 2.500 interprètes indépendants, qu'il engage en fonction de ses besoins. Avec 23 langues, il y a 506 combinaisons d'interprétation possibles. Elles ne sont jamais toutes assurées "en direct" au Parlement

européen; et les interprètes utilisent souvent des langues "relais". Néanmoins, pour quatre jours de session plénière à Strasbourg, le Parlement mobilise entre 800 et 1.000 interprètes. Le Parlement européen aligne aussi 700 traducteurs au sein de son personnel. Ils travaillent en étroite collaboration avec 170 juristes linguistes.

**Since January 1 2007, the EU has 23
official languages and 3 alphabets:**

Roman, Greek and Cyrillic. Bulgarian and Romanian came in at the same time as Gaelic gained official status.

Legislative documents have naturally to be translated into all EU languages. An MEP cannot be made to speak a language which is not his own and that of the people who voted for him. Such are the imperatives of democracy. (This being said, at the Members' bar or in pri

vate, many MEPs get by in English or French.) The European Parliament is the world's largest employer of translators and interpreters. The Parliament has 350 staff interpreters. It also has a reserve of 2,500 freelance interpreters who are contracted according to need. With 23 languages, there are 506 possible interpretation combinations. The different languages are never all covered "directly" in the European Parliament, with interpreters often interpreting through a so-called "relay" language. Nonetheless, for a four day plenary in Strasbourg, the Parliament employs between 800 and 1,000

interpreters. The European Parliament also employs 700 staff translators who work in close conjunction with its 170 lawyer-linguists.











Les contacts sont fréquents entre les gouvernements des Vingt-Sept et le Parlement européen. Le pays qui préside l'Union est très présent au Parlement, par ministres interposés, au cours du semestre de sa présidence. Mais il n'est pas rare de croiser d'autres chefs de gouvernement en visite chez les députés. Ici, on peut voir Romano Prodi, alors Premier ministre italien, reçu par Joseph Daul, le chef du groupe PPE-DE.

The governments of the 27 Member States and the EP come into frequent contact. During their country's six months presidency, ministers regularly attend Parliament meetings. But other Heads of government also come to visit. Here we see Romano Prodi, then Italian PM, being welcomed by Joseph Daul, President of the EPP-ED group.









Romano Prodi, alors Premier ministre italien, prenant part à une réunion aux côtés de Graham Watson, le chef du groupe ADLE.

Romano Prodi, then Italian Premier, attends a meeting next to Graham Watson, President of the ALDE group.



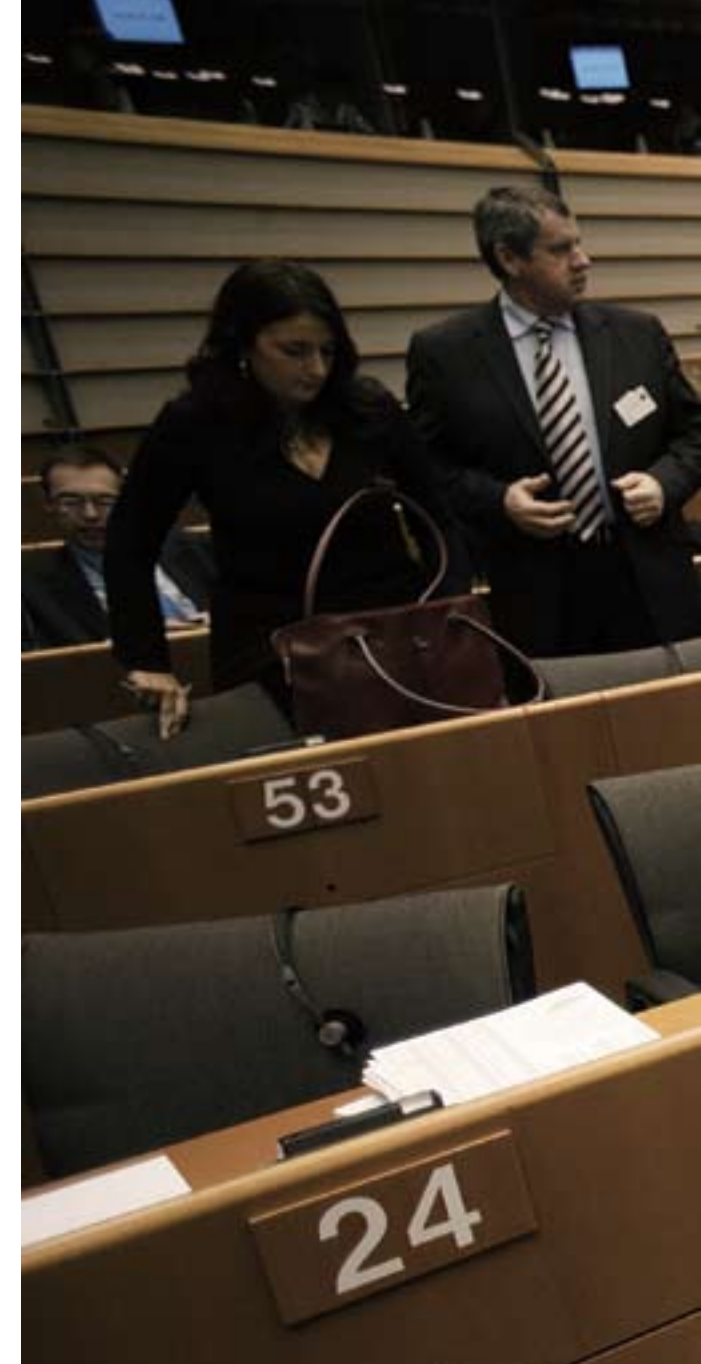
Le Parlement européen exerce ses pouvoirs à travers des procédures sophistiquées

parce que l'Union est une construction complexe. Dans l'exercice de ses pouvoirs, il est en contact très étroit avec le Conseil de l'UE, et en particulier avec le pays qui en assume la présidence semestrielle. C'est pourquoi on voit beaucoup de chefs de gouvernement et de ministres des Etats membres au Parlement. Le chef de l'exécutif du pays présidant l'UE vient d'ailleurs présenter aux députés son "programme" en début de présidence et son bilan en fin de semestre.

Le Parlement a un pouvoir législatif, qui a été croissant depuis le Traité de Maastricht (1992). Il partage ce pouvoir avec le Conseil. C'est-à-dire que les deux institutions produisent, ensemble, environ deux tiers des lois européennes (directives, règlements, etc.). Dans le cadre de cette procédure, dite de "co-décision", le Parlement a le dernier mot: il peut rejeter le texte législatif si un compromis n'a pas été trouvé avec le Conseil. Cette procédure s'applique maintenant à d'importants domaines, tels que le transport, la protection des consommateurs, l'environnement, le marché intérieur, la recherche, etc. Dans d'autres domaines, supposés plus "sensibles", comme la politique agricole ou la politique industrielle, le Parlement ne donne qu'un

"avis" consultatif au Conseil, seul maître des décisions. Il est aussi consulté sur les principaux aspects de la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.

Le Parlement a un pouvoir budgétaire, qu'il partage également avec le Conseil. C'est le président du Parlement européen qui "arrête" le budget définitif de l'Union; mais le Conseil a le dernier mot sur les dépenses dites "obligatoires" (notamment les importantes dépenses agricoles) et le Parlement sur celles qui sont dites "non obligatoires". Le Parlement a un pouvoir de contrôle sur les activités de l'UE. Il peut mettre en place des commissions d'enquête temporaire. Il peut aller devant la Cour de justice européenne (pour contester la conformité au droit européen de telle ou telle initiative prise par exemple par la Commission). Il dispose aussi d'un pouvoir de contrôle dans le domaine économique et financier, notamment vis-à-vis des instances de la Banque centrale européenne.



Le Premier ministre irlandais, Bertie Ahern, en réunion au Parlement européen.



The European Parliament exercises its powers following very complex procedures

mainly because the Union itself is a very complex construction. In exercising its powers it works in close cooperation with the Council of the EU, especially with the country that holds the half-yearly presidency. This is why Heads of State and Ministers are often seen at the Parliament. The Presidents or Prime Ministers of countries holding the presidency come to present their "programme" to the MEPs at the beginning of their six months and give them a progress report at the end.

Parliament is the legislative authority. Since the Treaty of Maastricht (1992), its powers have grown. It shares this responsibility with the Council: the two institutions between them produce two thirds of all European laws (directives, regulations, etc.). In this so-called "co-decision" process, the Parliament has the final say: it can reject a piece of legislation if no compromise has been reached with the Council. This procedure now applies to a number of important areas such as transport, consumer protection, environment, internal market, research, etc. In other fields, which are deemed more "sensitive", such as agricultural and industrial policies, the Parliament plays an "advisory" role only and the Council alone takes the decisions.

The Parliament is also consulted on the main aspects of the EU's Common Foreign and Security Policy. The Parliament shares its budgetary authority with the Council. The President of the Parliament "sets" the final budget of the Union, but the Council has the final say on so-called "compulsory" spending (especially the all-important agricultural expenditures) while the Parliament has the final say on so-called "non-compulsory" expenditures.

The Parliament has the authority to scrutinise the activities of the EU. It can set up temporary committees of enquiry. It can appeal to the European Court of Justice (to challenge the compliance with European law of an initiative taken for instance by the Commission). It also has a scrutiny role in economic and financial matters, in particular with regard to the European Central Bank.



The Irish Prime Minister Bertie Ahern at a meeting at the EP.



Le Parlement européen est le partenaire privilégié de la Commission européenne,

l'autre grande institution dotée d'une légitimité communautaire. Le Parlement détient cependant d'importants pouvoirs de contrôle sur cette "alliée" puissante (qui est la seule des institutions à pouvoir faire des propositions législatives). Le Parlement doit approuver le choix fait par le Conseil quant à la personne qui présidera la Commission européenne. Il doit aussi de facto adouber tous les autres membres de la Commission. Car le Parlement détient une arme de choix face à la Commission :

il peut la censurer et la contraindre à la démission. En 2004, deux commissaires désignés ont été rejetés par le Parlement, l'Italien Rocco Buttiglione et la Lettone Ingrid Udre. Les compétences professionnelles d'un troisième, le Hongrois Laszlo Kovacs, avaient été jugées insuffisantes pour le portefeuille de l'Energie, qui lui avait été assigné ; il a finalement obtenu celui de la Fiscalité et de l'Union douanière. Fin 2006, le Roumain Leonard Orban et la Bulgare Meglena Kuneva ont été auditionnés au Parlement européen. Candidats aux fonctions de commissaire européen, ils ont tous deux passé avec succès leur examen de passage. Depuis le début de 2007, ils sont respectivement respon-

sables, à la Commission européenne, du Multilinguisme et de la Protection des consommateurs. Le Parlement peut également demander à la Commission de soumettre une proposition législative au Conseil ou de prendre une initiative sur tel ou tel sujet. Les députés européens peuvent enfin interpeller la Commission européenne à travers des questions orales ou écrites.

The European Parliament and the European Commission,

the other major Community institution, work as partners. But the Parliament has a major scrutiny role over this powerful "ally" (the only institution to make legislative proposals). The Parliament must approve the Council's choice of President of the European Commission. It also de facto approves the appointment of all other members of the Commission. It has a prime weapon it can use against the Commission: it can pass a vote of censure and force it to resign. In 2004, two Commissioners who had been designated were turned down

by the European Parliament, the Italian Rocco Buttiglione and the Latvian Ingrid Udre. A third Commissioner designate, Hungarian Laszlo Kovacs, was considered to lack the credentials to become Energy Commissioner and was finally appointed Commissioner for Taxation and the Customs Union. At the end of 2006, before taking up their posts as Commissioners, Romania's Leonard Orban and Bulgaria's Meglena Kuneva were cross-examined by the Parliament. Both passed with flying colours. Since the start of 2007 they have been in charge respectively of Multilingualism and Consumer Protection. The Parliament may also ask the Commission to table legislative proposals to the Council or take

the initiative on a given issue. And MEPs may question the European Commission orally or in writing.

3

3

SALLE D'ECOUTE
LISTENING ROOM

AUDITIONS DES
COMMISSAIRES
DESIGNES

HEARINGS OF
COMMISSIONERS
DESIGNATE

ASP 5 G 3

—♦—♦—♦—♦—♦—♦—♦—♦—♦—

17-11-2006





La Bulgare Meglena Kuneva, commissaire désignée pour la Protection des Consommateurs, lors de son audition, fin novembre 2006, devant la commission du Marché intérieur du Parlement européen : "Je voudrais placer les questions des consommateurs au centre de la définition des politiques de l'Union européenne et démontrer aux citoyens que l'Europe est à même d'améliorer leur qualité de la vie quotidienne".

Meglana Kuneva from Bulgaria, Commissioner designate for Consumer Protection, at her hearing before the EP Internal Market Committee at the end of November 2006 : "I should like to place consumer issues at the centre of the formulation of European Union policies and to demonstrate to the citizens of the EU that Europe can enhance the quality of their daily lives".



Le commissaire désigné au multilinguisme, le Roumain Leonard Orban, au cours de son audition devant la commission de la Culture et de l'Éducation du Parlement européen, fin novembre 2006 : "La diversité linguistique et culturelle de l'Europe est une source de richesse qui doit être privilégiée et mise en évidence".

Romanian-born Leonard Orban, Commissioner designate for Multilingualism, during his hearing before the EP Committee on Culture and Education, at the end of November 2006: "Europe's linguistic and cultural diversity is a source of richness which also needs to be nurtured and promoted".









Le Parlement européen a peu de pouvoirs formels en matière de politique étrangère.

Il donne son "avis conforme" à l'adhésion de nouveaux Etats membres et est consulté par le Conseil pour les accords internationaux, tels que les accords d'association ou de coopération commerciale entre l'UE et des pays tiers. Il a toutefois, dans les faits, une influence politique qui va grandissant dans les affaires du monde. Les responsables étrangers ne s'y sont pas trompés, qui "défilent" en nombre à Bruxelles ou à Strasbourg devant les députés européens.

The European Parliament has few formal powers in the area of foreign policy.

It agrees to the accession of new Member States and is consulted by the Council on international arrangements such as association or trade cooperation agreements between the EU and third countries. In actual fact, however, its political influence in world affairs is increasing. Foreign leaders who hot-foot it to Brussels or Strasbourg to call on MEPs are well aware of this.









Le cheik Hamad Bin Khalifa al-Thani, émir du Qatar, a effectué une visite au Parlement européen en novembre 2006. C'était une première pour un chef d'Etat du Golfe. Il a été accueilli par le président du Parlement européen, Josep Borrell Fontelles, en ces termes : "Vous avez été le pionnier de la région à œuvrer pour la démocratie".

The Emir of Qatar, Sheikh Hamad Bin Khalifa al-Thani, made a visit to the EP in November 2006. This was the first ever visit by a Head of state from the Gulf region. Josep Borrell Fontelles, the President of the EP, welcomed him with these words: "You have been the pioneer from the region working towards democracy".

















Le président brésilien
Luiz Inácio Lula Da Silva était
en visite au Parlement euro-
péen le 5 juillet 2007. Comme
d'autres chefs d'Etat étrangers,
il considère le Parlement euro-
péen comme un interlocuteur
politique de choix. "Le parte-
nariat stratégique UE-Brésil est
avant tout un exercice politi-
que", a-t-il notamment déclaré
à l'occasion de cette visite.

Brasilian President Luiz Inácio
Lula Da Silva visited the EP in
July 2007. As do other foreign
Heads of state, he sees the EP
as an essential political interlo-
cutor. During his visit, he decla-
red: "The Brazil-EU Strategic
Partnership is, first and fore-
most, a political exercise".



Les visiteurs de marque étrangers, comme le président brésilien Luiz Inácio Lula Da Silva, se réunissent toujours, lors de leur passage au Parlement européen, avec les chefs des groupes politiques. Ici, on voit le chef de l'Etat brésilien face à Martin Schulz, le chef du groupe PSE, et à Francis Wurtz, le chef du groupe GUE/NGL.

When they come to the EP, prominent foreign visitors such as Brazilian President Luiz Inácio Lula Da Silva always meet the Presidents of the different political groups. Here we see the Brazilian Head of state facing Martin Schulz, President of the ESP group, and Francis Wurtz, President of the GUE/NGL group.





Le Parlement européen est l'ami de tous ceux qui ne peuvent s'exprimer librement dans leur pays. A l'invitation du président Hans-Gert Pöttering, l'ancien maître russe des échecs, Garry Kasparov, qui joue désormais sur l'échiquier politique, a profité de la tribune du Parlement européen, les 23 et 24 mai 2007.

Leader d'une coalition opposée au pouvoir en place en Russie, il avait été arrêté quelques jours auparavant, alors qu'il tentait de se rendre près de la ville de Samara, où se tenait le sommet UE-Russie. Il avait alors été expressément invité par le président du Parlement européen à venir s'exprimer devant les députés.

The EP supports all those who may not speak freely in their own country.

Garry Kasparov, former Russian chess champion and now a player on his country's political chess-board, came to the EP on May 23 and 24 2007. Leading a coalition opposing the people in power in Russia, he had been arrested a few days earlier as he made his way to the city of Samara which was playing host to the EU-Russia summit. This prompted an invitation by the EP President, Hans-Gert Pöttering, for him to speak before the assembled MEPs.





Garry Kasparov a pu notamment rencontrer au Parlement européen une figure de proue du combat de la Pologne contre la tutelle soviétique, le député européen Bronislaw Geremek, de l'ALDE. Grand démocrate, grand Européen, celui-ci fut incontestablement l'une des personnalités les plus respectées du Parlement européen.

Garry Kasparov met the MEP Bronislaw Geremek (ALDE), one of the leaders of Poland's struggle against Soviet rule. A great democrat and a great European, he was one of the most respected personalities of the EP.

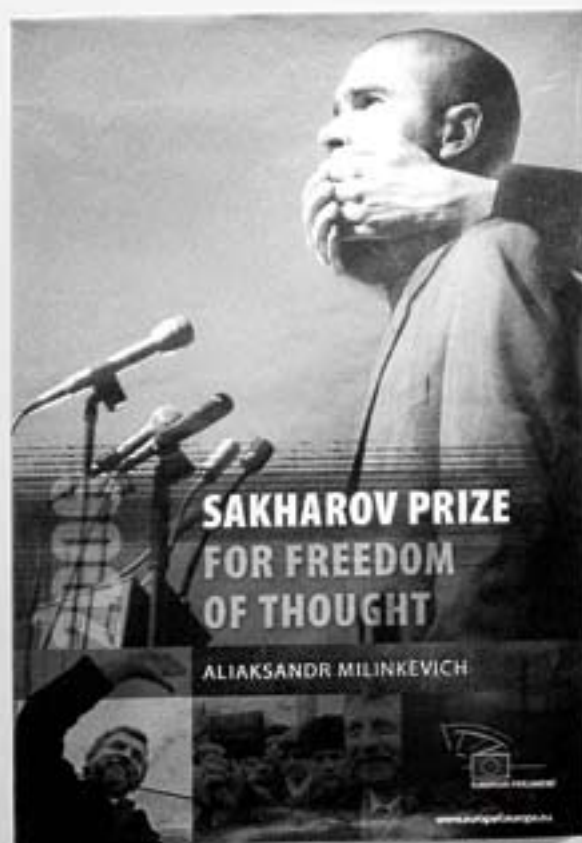




La défense des droits de l'homme,

à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, constitue certainement l'une des priorités du Parlement européen. Les députés consacrent d'ailleurs à ce thème un débat particulier lors de chacune de leurs sessions plénières. Par ailleurs, depuis 1988, le Parlement décerne annuellement le Prix Sakharov pour la liberté de pensée. En 2008, il a été décerné au dissident chinois Hu Jia. En 2007, il avait été remis à l'avocat soudanais Salih Mahmoud Osman, qui travaille avec l'Organisation soudanaise contre la torture et offre une assistance juridique gratuite aux victimes de la guerre Darfour. En 2006, il avait été offert à Alexander Milinkevich, le leader de l'opposition démocratique en Biélorussie. L'avaient auparavant reçu, entre autres, Nelson Mandela (Afrique du Sud), Aung San Suu Kyi (Birmanie), les Mères de la place de Mai (Argentine), Taslima Nasreen (Bangladesh), Ibrahim Rugova (Kosovo), Kofi Annan et le personnel de l'ONU, etc. Les députés européens participent également à des missions d'observation électorale. Au cours de la première moitié de cette législature, 33 délégations du Parlement européen se sont rendues en mission d'observation des élections dans 26 pays. Au total, 242 députés ont pris part à ces missions. Certaines de ces missions ont eu un impact important, comme par exemple en Ukraine, dans les Territoires palestiniens ou au Congo-Kinshasa. Il est en effet souvent indispensable que des observateurs étrangers impartiaux valident le bon déroulement – éventuel - des opérations électorales, quel que soit le résultat du scrutin.







The defence of human rights,

within and outside the EU, is clearly one of the European Parliament's priorities. In fact, at each plenary, this topic is the subject of a special debate. Besides, every year since 1988, the European Parliament has awarded the Sakharov Prize for Freedom of Thought. In 2008, it was bestowed upon Chinese dissident Hu Jia. In 2007, the Prize had gone to Sudanese lawyer Salih Mahmoud Osman who works for the Sudanese Campaign Against Torture and gives free legal aid to the victims of the war in Darfur. In 2006, it had been awarded to Alexander Milinkevich, the leader of the democratic opposition in Belarus. Other award-winners in past years have been Nelson Mandela (South Africa), Aung San Suu Kyi (Burma), the Mothers of the Plaza de Mayo (Argentina), Taslima Nasreen (Bangladesh), Ibrahim Rugova (Kosovo), Kofi Annan and the staff of the UN, etc. MEPs also act as election observers. In the first half of the current parliamentary term, 33 delegations from the European Parliament went to observe elections in 26 countries. In total, 242 MEPs took part in these missions. Some of them have had a major impact, such as the missions to Ukraine, the Palestinian Territories and Congo-Kinshasa. It is often crucial that impartial foreign observers validate the fairness, if any, of an election, whatever its final outcome.











Alexandre Milinkevich, le leader de l'opposition démocratique de Biélorussie, après avoir reçu le Prix Sakharov 2006 des mains du président du Parlement européen, Josep Borrell Fontelles : "La Biélorussie est la dernière dictature au centre de l'Europe".

Belarus democratic opposition leader Alexander Milinkevich receiving the 2006 Sakharov award from EP President Josep Borrell Fontelles: "Belarus is the last remaining dictatorship at the heart of Europe".



Creating InterGroup

Presenting to you...

Disability Emergency Meeting
Wednesday 14 December 10.00-12.00
European Parliament, Brussels, Belgium

NON-DISCRIMINATION LEGAL
to-date achievements, future

Key note speakers:

President: ...

Chairman: ...

Members: ...

Public Hearing

HUMAN RIGHTS SLOT ON THE
SITUATION OF THE DALITS IN
INDIA

Monday, 18 December 2006
European Parliament in Brussels
17.00 - 18.30
Room D12-102

PUBLIQUE

UR LES DROITS
DALITS EN INDE

Lundi, 18 décembre 2006
Parlement européen à Bruxelles
17h30 - 18h30
Salle D12-102





Le Parlement européen est également une vitrine. Où les uns et les autres aiment faire étalage de leurs qualités. Ici, on peut voir une manifestation culturelle organisée en faveur de la ville d'Istanbul, en présence notamment du maire de la ville, Kadir Topbas (au centre).

The EP is also a showcase where all manner of people come to display their assets. Here, a cultural event attended by Istanbul Mayor, Kadir Topbas (centre), is staged to promote his city.



Le Parlement européen est une excellente caisse de résonance.

Il accueille donc, à la demande de députés, de nombreux "événements" à Bruxelles et à Strasbourg. Quelquefois, des célébrités sont associées à ces événements. Derrière ces événements, on trouve souvent des groupes de pression organisés, qui veulent faire entendre leur voix au coeur du pouvoir européen. Convaincre les députés peut en effet être vital pour des secteurs économiques entiers, pour des catégories professionnelles, pour les consommateurs, pour certains pays partenaires, etc. Souvent, des groupes de pression font appel,

pour approcher les députés et défendre leur cause, à des lobbyistes professionnels. On estime généralement que 15.000 lobbyistes – au sens large - sont à pied d'oeuvre pour tenter d'influencer les politiques européennes, dont 5.000 sont établis à Bruxelles. Cette profession aux contours incertains a souvent mauvaise réputation.

The European Parliament is an excellent sounding board.

It hosts many events in Brussels and Strasbourg at the request of MEPs. On occasion, celebrities take front of stage. Such events are often backed by organised pressure groups who wish to be heard at the very hub of European power. To win over MEPs may indeed be vital to entire economic sectors, to professional organisations, consumers, partner countries, etc. Pressure groups often employ professional lobbyists to approach MEPs and put their case to them. Approximately 15,000 lobbyists (in the

broadest sense of the term) are kept busy attempting to influence European policy-making. 5,000 of them are based in Brussels. They ply an ill-defined trade, often frowned upon.









Preuve de son engagement en matière d'environnement, le Parlement européen a accueilli en avril 2007 la cérémonie de remise des "Energy Globe Awards", qui récompensent des projets innovants du monde entier, visant à lutter contre le réchauffement climatique. L'ambiance n'était pas celle des réunions habituelles du Parlement européen...

The EP shows its commitment to environmental protection by hosting the April 2007 "Energy Globe Awards", which reward world-wide innovative projects designed to combat global warming. An unusually festive occasion at the EP...







L'acteur américain Martin Sheen était présent à la remise des "Energy Globe Awards". De la tribune du Parlement européen, il a enjoint à son pays d'enfin "se réveiller" pour la protection de l'environnement.

American actor Martin Sheen attends the "Energy Globe Awards" ceremony. From the EP, he urged his country to finally "wake-up" to the need to protect the environment.









Dagdan Golik + Polish nurses and midwives

We would like to invite you for free-of-fee medical preventive examination, which will be offered by Polish nurses:

- Blood pressure examination
- Glucose and cholesterol examination
- Examination of coaloxide in the air
- Spirometrical examination

We invite you on the 11th of October, "Rez-de-chaussee Court" ground floor, ASP building, European Parliament, between 11h and 12h

We are here to take care of your health but also to appeal for your rights. 180 thousand of Polish nurses are working in the European Union. Since 2010 they are going to loose their job, because they are "not enough qualified". Because of the mistake which had been made during the accession negotiations Polish nurses are treated worse than equally educated nurses and midwives from other member states of the European Union. If you don't trust us, why you commit us your health and life? We want to have equal rights, the same as nurses from other EU countries.



He can work.
I can't! Why can't I work
in the European Union?

Initiated from Socialist Group and Polish nurses and midwives





Les infirmières et les
sages-femmes polonaises
avaient des craintes quant
à la reconnaissance de leurs
qualifications dans les autres
pays de l'Union : elles sont
venues en faire part dans
l'enceinte du Parlement
européen. Où elles ont
trouvé des oreilles bien-
veillantes. Au Parlement, en
effet, la libre circulation est
une véritable valeur
européenne.

Polish nurses and midwives
feared for the recognition of
their qualifications by other
Member States: they came
to the EP to say so. Their
claims did not fall on deaf
ears: the EP is a major
exponent of free movement.







Joaquin Cortes n'est pas seulement un danseur de flamenco (ou l' "ex" de Naomi Campbell...). Il est aussi un ambassadeur de bonne volonté de la communauté rom de l'Union, qui est devenue nettement plus importante, en tout cas numériquement, avec l'adhésion de la Roumanie. Fin novembre 2006, il est venu au Parlement européen pour "chercher des solutions ensemble".

Joaquin Cortes is not only a flamenco dancer (and former boyfriend of Naomi Campbell...). He is also Ambassador of goodwill for the Union's Rom community, which has grown large since Romanian accession. At the end of November 2006, he came to the Parliament to "jointly seek solutions".

UN PARLEMENT ET UNE EUROPE EN DEVENIR

L'Europe est en mouvement et son Parlement aussi. En décembre 2007, les Vingt-Sept ont signé le Traité de Lisbonne, un "traité modificatif" destiné à relancer l'Union en lieu et place de la défunte Constitution.

Ce nouveau texte constitue une avancée sur la voie d'une Europe plus unie et plus efficace. Il accroît notamment considérablement les pouvoirs du Parlement européen et comble donc une partie du déficit démocratique dont souffre l'Union. Le jour où il sera d'application, le Parlement sera colégis-

lateur, associé au Conseil, dans l'élaboration de quelque 95% de la législation communautaire (contre environ 65% actuellement).

A quoi ressemblera alors le Parlement? Il comptera en tout cas moins de députés: le Traité de Lisbonne ramène leur nombre à 751 (contre 785 pour le moment). Leur répartition nationale tiendra plus fidèlement compte des données de population. L'Allemagne aura 96 députés, la France 74, l'Italie et le Royaume-Uni 73, l'Espagne 54, la Pologne 51, etc.

Le Parlement sera-t-il composé demain des mêmes groupes politiques? Peut-être pas: on parle de plus en plus d'un divorce entre les députés conservateurs britanniques et leurs amis du groupe PPE-DE. On dit que 9 élus Tories souhaitent partir fonder un nouveau groupe, 9 prônent de rester et 9 se rallieront à la décision des instances nationales du parti. Par ailleurs, certaines évolutions politiques, au Royaume-Uni ou en Allemagne, par exemple, pourraient influencer les contours futurs des groupes. Le Parlement gardera-t-il son

calendrier actuel? Ce débat est en réalité permanent. Les députés viennent de légèrement allonger le temps réservé au travail dans leur circonscription. Ils ont par contre rejeté la proposition libérale d'instaurer une mini-session hebdomadaire le mercredi des semaines "bruxelloises". L'activité du Parlement va-t-elle être fondamentalement modifiée? C'est possible: les députés, pris par leur travail accru de co-législateurs, vont avoir moins de temps pour leurs "rapports d'initiative" (rédigés à l'initiative du Parlement, indépendam-

ment du travail des autres institutions), qui seront, d'une façon ou d'une autre, limités.

Puis, un jour, arriveront les députés croates. Après eux se présenteront sans doute ceux des autres pays des Balkans occidentaux. Ensuite pourraient venir les élus turcs, les ukrainiens, et d'autres encore...

A PARLIAMENT AND EUROPE IN THE MAKING

Europe is on the go and so is its Parliament. In December 2007, the 27 Member States signed the Treaty of Lisbon, a "reform treaty" designed to breathe new life into Europe and replace the defunct Constitution.

The Lisbon Treaty is a step forward on the road to a more united and more effective Europe. It considerably increases the powers of the European Parliament and in so doing resolves some of the democratic shortcomings the Union currently suffers from. Once in force, the Parliament will be

co-legislator with the Council, drafting some 95% of Community legislation (as against some 65% currently).

What will the Parliament look like? It will at any rate count fewer members: the Treaty of Lisbon cuts back their number to 751 (compared to 785 at present). National representation will be more in line with population size. Germany will have 96 MEPs, France 74, Italy and the UK 73, Spain 54, Poland 51, etc. Will the Parliament still be made up of the same political groups? Maybe not. There is ever more talk of a break-up

between the British Conservatives and their friends in the EPP-ED group.

9 Tory MEPs are said to want to set up a new group, 9 want to stay where they are and 9 would go along with any decision taken by the party's national authorities. Besides, various political developments, in the UK and Germany for instance, could have an impact on the future composition of the groups. Will the Parliament keep to its current timetable? This is an ongoing debate. Recently, MEPs slightly lengthened the time set aside to deal with constituency

work. But they have also rejected a Liberal proposal to hold a weekly mini-session on every Wednesday spent in Brussels. Will the business of the Parliament change radically? It may well: MEPs, with their enhanced role as co-legislators, will have less time for their "own-initiative reports" (drafted on the initiative of the Parliament, separately from the work done by the other institutions). Then one fine day, in will come MEPs from Croatia. Presumably followed by MEPs from the other countries of the western Balkans.

Then the Turks, Ukrainians and many more may come knocking at the door.





Pendant la présidence allemande de l'Union,

au premier semestre 2007, Angela Merkel a pris soin de multiplier les signes de considération envers le Parlement européen. Elle s'y est rendue pas moins de quatre fois ! Il ne s'agissait pas de simple courtoisie. La chancelière allemande s'était fixé comme objectif de sortir l'UE de l'ornière institutionnelle dans laquelle elle se trouvait depuis les "non" français et néerlandais, et elle a associé le Parlement à ses efforts au demeurant couronnés de succès. En janvier, pour son premier grand oral devant

les députés européens réunis à Strasbourg, Angela Merkel avait prononcé un grand discours européen. Cette chancelière venue de l'ex-RDA avait plaidé, avec une remarquable conviction, pour la diversité, la liberté et la tolérance. "L'âme de l'Europe, c'est la tolérance, l'Europe est le continent de la tolérance", avait-elle lancé, avant de citer Voltaire : "Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire".

Très applaudie, elle avait ajouté : "Jamais l'Europe n'aura la moindre compréhension envers l'intolérance, la violence, la violence religieuse, l'extrémisme qu'il soit de gauche ou de droite. (...) Et nous devons aider, dans le monde entier, ceux qui veulent exercer la tolérance."

During the German presidency of the Union,

in the first half of 2007, Angela Merkel was particularly attentive to the European Parliament. She visited all of four times! And these were not just courtesy calls. The German Chancellor's aim was to get the EU out of the institutional rut it fell into after the French and Dutch turned their backs on the Constitution, and she involved the Parliament in her endeavours and she succeeded. In January, in her first major appearance before the assembled MEPs in Strasbourg, Angela Merkel

gave a major European speech.. The former GDR-born Chancellor made a very remarkable plea for diversity, liberty and tolerance. "Tolerance is the soul of Europe, Europe is the continent of tolerance", she said and, quoting Voltaire, added: "I do not agree with what you say but I will fight to the death for your right to say it." To loud applause she went on to declare: "Europe will never tolerate intolerance, violence including religious violence, extremism be it from Left or from Right..."

And we must support those who strive for tolerance, wherever they are in the world".



























Avec l'accroissement de ses pouvoirs et de son influence,

Le Parlement européen fait à présent l'objet d'une couverture journalistique nettement plus importante que par le passé.

Beaucoup parmi les quelque 1.200 journalistes accrédités auprès de la Commission européenne fréquentent régulièrement les couloirs du Parlement européen, ainsi que ses salles de presse en période de session.

Le Parlement est un rouage important de la machine européenne, mais, surtout, il rassemble des femmes et des hommes qui, contrairement aux fonctionnaires, vont à l'essentiel, c'est-à-dire aux enjeux politiques de toutes les décisions.

Les fréquenter permet aux journalistes de prendre un nécessaire recul par rapport à la technocratie européenne et à son jargon.

Le Parlement européen s'est lui-même doté de services d'information performants, qui apportent aux médias une aide précieuse, loin de toute langue de bois. Grâce à eux, par exemple, Bernard Rouffignac a pu, pendant un an, fréquenter et photographier en toute liberté les coulisses de l'institution parlementaire.

Les services d'information du Parlement ont notamment développé un site internet extrêmement intéressant (www.europarl.europa.eu).

Dans cette vaste banque de données, on trouve une multitude d'informations et de liens,

entre autres vers les blogs de certains députés. Epinglons la section EP Live, qui permet de suivre en direct les activités du Parlement européen, de visionner les archives audio et vidéo, et d'accéder en ligne à la chaîne EBS (Europe by Satellite), qui est spécialisée dans l'actualité européenne.









With its increased powers and influence,

the European Parliament now attracts far more media attention than it used to. Many of the approximately 1,200 journalists accredited to the European Commission can regularly be seen around the European Parliament premises and in the press rooms when the Parliament is in session. The Parliament is an important cog in the European machinery, but it also brings together men and women who, unlike the institution's civil servants, go straight to the heart of what really matters, i.e. the politics behind each decision. By rubbing shoulders with MEPs, journalists can stand back from the European technocrats... and their Eurospeak. The European Parliament has its own efficient information services, which are supportive of the media and come straight to the point. They made it possible, for instance, for Bernard Rouffignac to spend a whole year taking photographs behind the Parliamentary scenes. The Parliament's information services have their own extremely interesting website (www.europarl.europa.eu). In this vast database, all manner of information can be found, including links to the blogs of various MEPs. Click onto the EP Live page and you can follow live the activities of the European Parliament, search its audio and video archives, gain on line access to EBS (Europe by Satellite) which specialises in European current affairs.





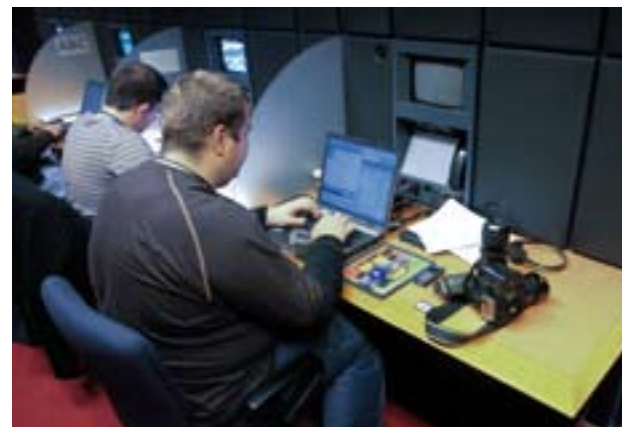










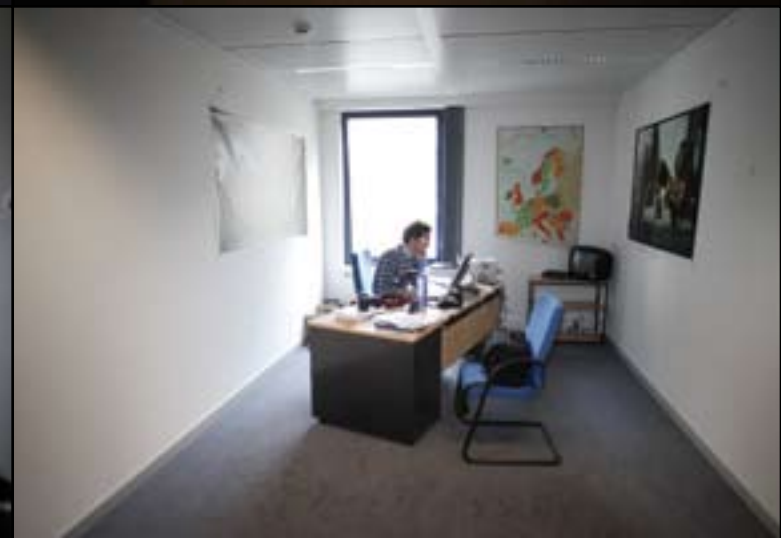
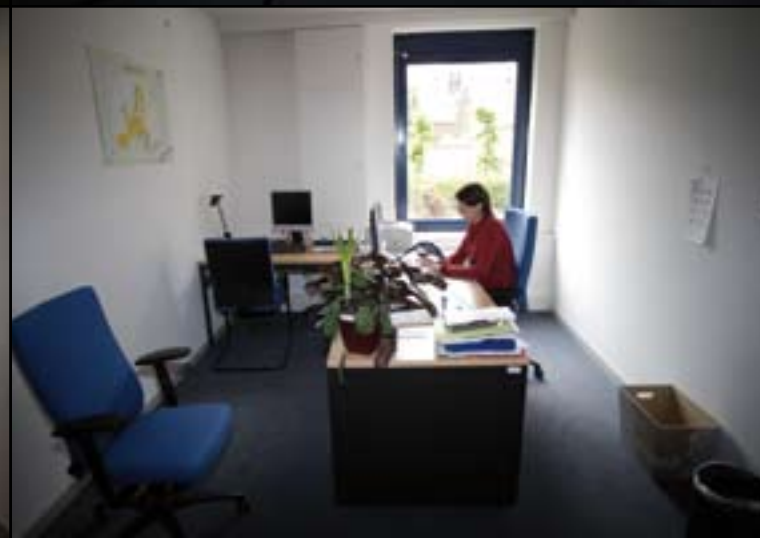
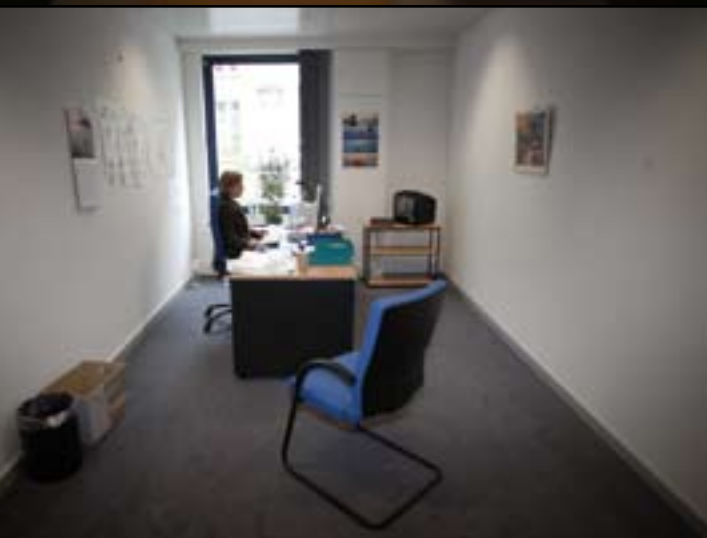
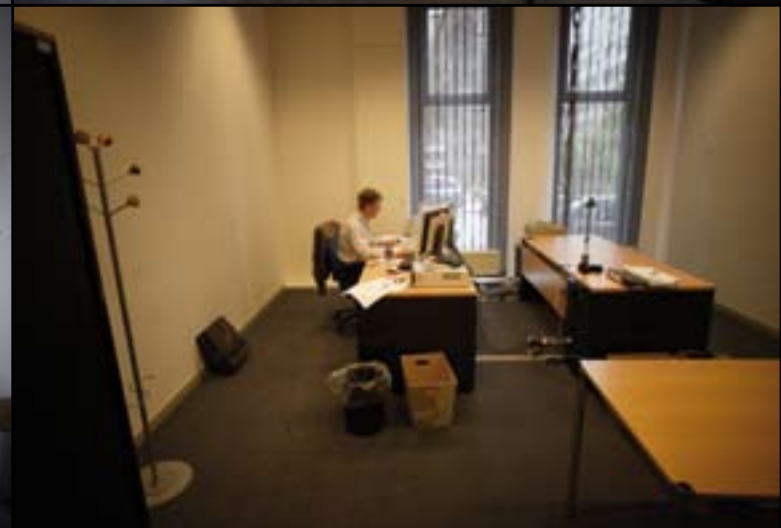














Le site officiel du Parlement européen est une mine d'informations sur l'Europe. Animé par une équipe multilingue, il est disponible dans 22 langues officielles de l'Union.

The official website of the EP is a mine of information about Europe. It is administered by a multilingual team and is available in 22 official languages of the Union.

EP Live - En direct - Microsoft Internet Explorer

Fichier Edition Affichage Favoris Outils ?

Précédente http://www.europarl.europa.eu/eplive/vod/seance_fr.htm?Date=20070709

Google ment européen Envoyer

PARLEMENT EUROPÉEN

Actualité Vos députés Activités EP Live

En direct

Diffusion en Direct

Programme

Vidéo en direct

Dernière séance plénière

Sessions plénières précédentes

EBS en ligne

Médiathèque

Audio

Vidéo

Plan du site

Index

FAQ

Imprimer

Contact

Avis juridique

Orateurs du jour: 2007-07-09

17:12:50 Pöttering
17:13:30 Gert
17:15:20 Pöttering
17:15:34 Duka-Zólyomi
17:16:50 Pöttering
17:17:05 Lehtinen
17:17:05 Mortun
17:18:27 Morzun
17:19:48 Zapelowski
17:20:39 Pöttering
17:21:05 Horáček
17:22:27 Meyer Pietle
17:23:43 Wile
17:24:44 Pöttering
17:25:00 Chukolov
17:26:42 Pöttering
17:27:02 Kozlik
17:28:14 Papastamkos
17:29:42 Matsouka
17:30:58 Wallis
17:32:20 Pöttering
17:32:37 Panayiotopoulos-Cassiotou
17:34:03 Ticiu
17:35:07 Cappato

Conférence

Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

Levée de la séance

Les sujets du jour: 2007-07-09

Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes

(Déclaration écourtée en application de l'article 142 du Règlement)

(Déclaration écourtée en application de l'article 142 du Règlement)

Gestion des risques du MON 863

Accord PNR avec les Etats-Unis d'Amérique

Perspectives du marché intérieur d'électricité

Dispositifs de mesure contenant des produits chimiques

Recensement, classement et protection des infrastructures critiques européennes

Loi applicable aux obligations de transparence ("Rome II")

Levée de la séance

lun mar mer jeu ven

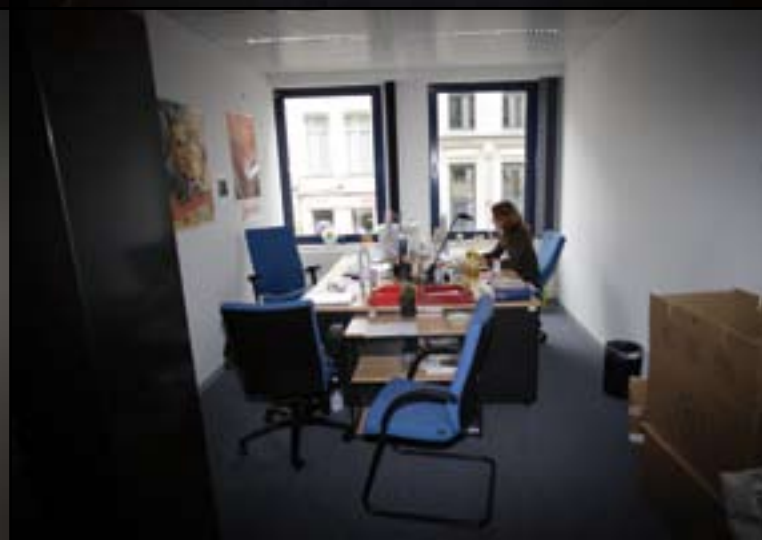
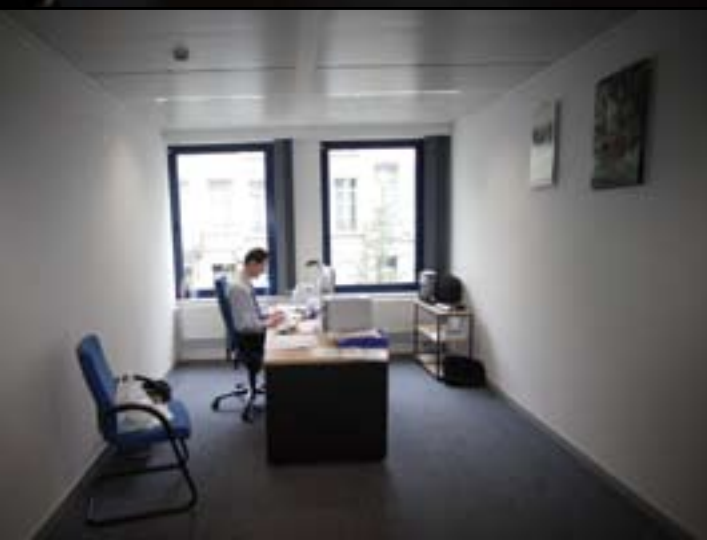
Séance plénière du 2007-07-09

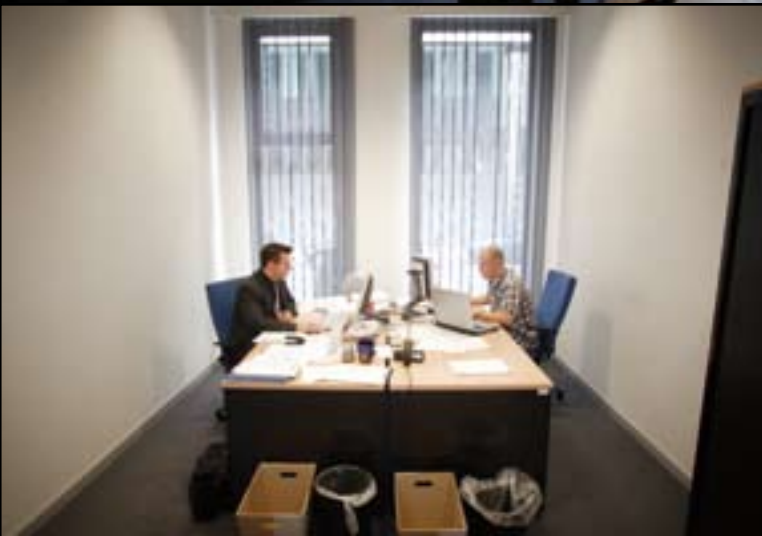
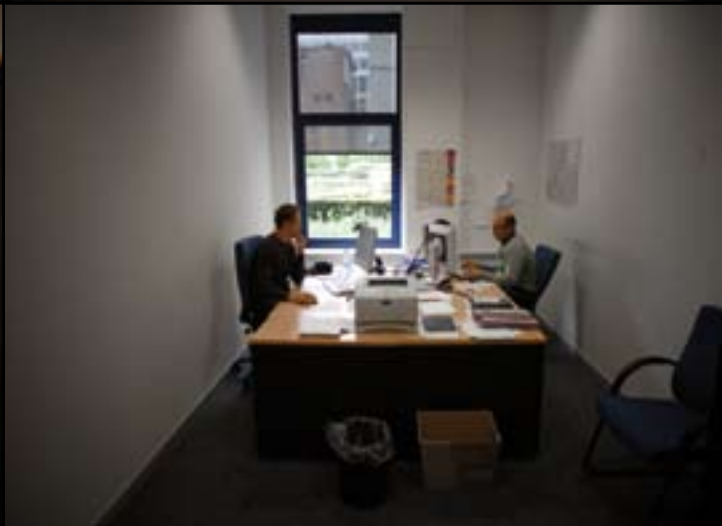
(CET) 17:13:10

Pöttering Hans-Gert

présidence

Interventions d'une minute sur des questions politiques importantes





Le 25 mars 2007, de nombreuses festivités ont marqué les 50 ans du Traité de Rome.

Ce traité, instituant la Communauté économique européenne (CEE) et signé le 25 mars 1957, est considéré comme le texte fondateur de l'actuelle Union. Il n'est pourtant pas le premier accord à avoir lié les Six. En 1951, en effet, l'Allemagne, les pays du Benelux, la France et l'Italie s'étaient déjà liés par le traité instaurant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Mais, de toute évidence, la portée du Traité de Rome était autre, puisqu'il visait à l'établissement d'un large marché commun. D'aucuns parlaient même déjà de communauté de destin... Notons qu'un autre traité a été signé à Rome, le 25 mars 1957: le traité Euratom, instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique. Le nucléaire étant un sujet très délicat, notamment aux yeux des citoyens,

la Communauté Euratom n'a pas connu de réel développement. Elle continue encore, cependant, à encadrer le développement de l'industrie nucléaire et à garantir le respect des normes en matière de radioprotection, de sûreté et de sécurité. A Berlin, les célébrations des cinquante ans ont pris une ampleur particulière, car c'est l'Allemagne qui présidait alors l'UE. Dans la capitale allemande, symbole de la réunification du continent, elles ont également revêtu une certaine solennité. Angela Merkel est en effet parvenue en forçant la main à plusieurs de ses homologues à faire adopter une "Déclaration de Berlin" où l'on peut notamment lire que les Vingt-Sept partagent l'objectif d' "asseoir l'UE sur des bases communes renouvelées d'ici les élections au Parlement

européen en 2009". Seuls les présidents des trois grandes institutions Hans-Gert Pöttering, José Manuel Barroso et Angela Merkel ont formellement signé ce texte ; mais, dans les faits, tous les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE se sont politiquement engagés à faire aboutir le processus de ratification du nouveau traité européen avant l'été 2009. Depuis lors, hélas, les Irlandais ont dit "non"...



Berlin | 25. März 2007

50
JAHRE

On March 25 2007, a range of events was held to celebrate the 50th anniversary of the Treaty of Rome.

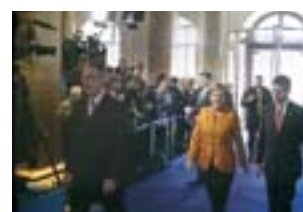
The treaty establishing the European Economic Community (EEC) was signed on March 25 1957 and is considered to be the founding text of the current Union. It was not however the first act to bind together the original six Member States. In 1951, Germany, the Benelux countries, France and Italy had already joined in the signing of a treaty establishing the European Coal and Steel Community (ECSC). But the scope of the Treaty of Rome was quite different: its aim was to establish a real common market. Even at the time, there was talk of a shared destiny.

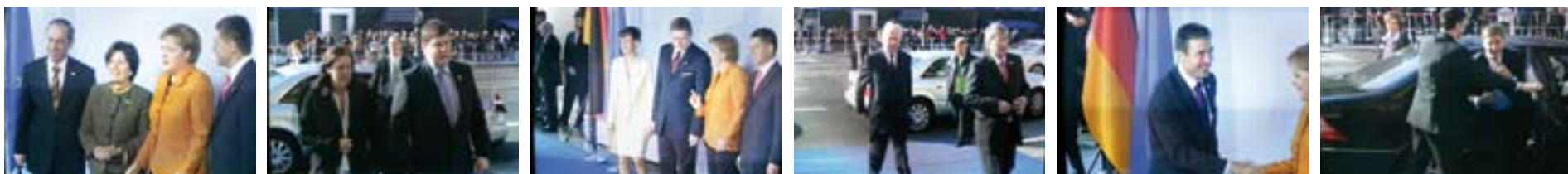
Another treaty was also signed in Rome on March 25 2007: the Euratom Treaty, instituting

the European Atomic Energy Community. But nuclear energy was always a sensitive issue, especially in the eyes of ordinary citizens, and the Euratom Community never really expanded. However, it still keeps a watch on the development of the nuclear industry and ensures compliance with radio-protection and safety and security standards.

In Berlin, the 50th anniversary celebrations were particularly grand, Germany being at the time in charge of the EU presidency. In the German capital, a symbol of the continent's reunification, particularly pomp and circumstance was attached to the occasion. Indeed, by arm-

twisting several of her counterparts, Angela Merkel managed to get the "Berlin Declaration" adopted in which the 27 Member States agree to "placing the European Union on a renewed common basis before the European Parliament elections in 2009". Only the Presidents of the three main institutions – Hans-Gert Pöttering, José Manuel Barroso and Angela Merkel – actually signed the official act, but in fact all the Heads of State or Government of the EU entered a political commitment to complete the ratification process of the new European Treaty before the summer of 2009. In the meantime, alas, came the Irish "No"...







Bruxelles est la capitale de l'Europe.

C'est la ville de Paul-Henri Spaak, l'un des "pères fondateurs" de l'Europe. En 1955, c'est lui qui a repris le flambeau du Français Jean Monnet et relancé l'idée européenne, après l'échec dû à la France, un an auparavant, de la Communauté européenne de Défense (CED). Le 1^{er} juin 1955, les ministres des Affaires étrangères des Six s'étaient retrouvés à Messine pour parler de l'Europe. Leur journée devait se terminer après un spectacle de ballet dans le théâtre antique de Taormina. Mais, à 2 heures du matin, après le dîner avec les ballerines, Paul-Henri Spaak les a fait rappeler tous pour une nouvelle séance de travail. C'était la bonne idée : à l'aube, un accord était trouvé pour "étudier" la mise en

place d'un marché commun... Le responsable belge restera par la suite l'infatigable architecte du Traité de Rome. Bruxelles est aussi la ville qui abrite le château de Val-Duchesse, où ont été négociés les détails du Traité de Rome. En septembre 1956, la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom s'y est installée pour l'hiver, avec son "pool des sténos", ses juristes polyglottes, la ronéo de Monsieur Cools, etc. Les murs du château ont été les témoins de premières empoignades homériques entre Allemands et Français, entre autres au sujet des meilleures bananes à importer... Le 16 mars 1957, Val-Duchesse sera rendu à ses deux concierges, et laissé à son humidité. Le 24 mars 2007, en soirée, Bruxelles a dignement fêté les 50 ans du Traité de Rome et cette

Europe en devenir, qui est faite d'institutions mais aussi d'un demi-milliard d'hommes et de femmes. Une immense scène avait été dressée au pied de l'Atomium. Elle a vu se produire des dizaines d'artistes provenant de tous les horizons géographiques et culturels de l'UE : Zucchero, Axelle Red, Las Ketchup, Kim Wilde, Maurane, Miguel Angel Munoz, les Gipsy Kings, etc. Face à la scène, dans la nuit fraîche : 60.000 personnes. Plus loin : des millions de téléspectateurs, dans 40 pays, branchés sur l'une des 56 chaînes de télévision qui transmettaient le concert en direct. C'était la fête de la diversité, du bonheur d'être différents tout en vivant ensemble.

Brussels is the capital of Europe.

It is the city of Paul-Henri Spaak, one of the founding fathers of Europe. In 1955, it was he who took over from Frenchman Jean Monnet and breathed new life into the European ideal, after France's rejection a year earlier of the European Defence Community. On June 1 1955, the six countries' Ministers of Foreign Affairs were in Messina to discuss Europe. The day was due to end with a ballet performance at the ancient Theatre of Taormina. But at two in the morning, after dining with the dancers, Paul-Henri Spaak called his counterparts to a further meeting. It was the right thing to do: by dawn, agreement had been reached to "look into" the

establishment of a common market. The Belgian politician went on to be the indefatigable architect of the Treaty of Rome. Brussels is also home to the Chateau of Val-Duchesse, where the details of the Treaty of Rome were hammered out. In September 1956, the intergovernmental conference for the Common Market and Euratom moved in for the winter with its pool of shorthand-typists, its multilingual lawyers, Monsieur Cools's roneo and so forth. The walls of the chateau witnessed the first Homeric battles between Germans and French on matters such as which bananas to import. On March 16 1957, Val-Duchesse was returned to its two caretakers and its former draughty state. In the evening of March 24

2007, Brussels duly celebrated the 50th anniversary of the Treaty of Rome and the changing face of Europe, a place made of institutions but also of half a billion men and women. A huge stage was built at the foot of the Atomium. Dozens of EU performers from all geographical and cultural backgrounds were there: Zucchero, Axelle Red, Las Ketchup, Kim Wilde, Maurane, Miguel Angel Munoz, the Gipsy Kings to name but a few. Facing the stage in the cool night air stood 60,000 spectators. Further away, millions of television viewers in 40 countries plugged into one of the 56 television stations broadcasting the concert live. It was a celebration of diversity, of the pleasure of being different and living together.

























REMERCIEMENTS ACKNOWLEDGEMENTS

Les auteurs remercient chaleureusement les autorités du Parlement européen, qui leur ont grand ouvert les portes de leur institution, ainsi que [The authors wish to express their warmest thanks to the European Parliament authorities who opened wide the doors of their institution. Their thanks also go to:](#)

Alain Giavedoni, André Riche, Catherine Juckler, Francesca R.Ratti, Ignacio Samper, Jaume Duch Guillot, Karima Ben Salah, Kirsten Tingsted-Andersen, Michel Rousseau, Norbert Closset, Valérie Rouffignac ...

CRÉDITS CREDITS

Photographies [Photography](#) / Bernard Rouffignac

Textes [Text](#) / Maroun Labaki

Traduction Anglaise [English translation](#) / Sue Blackwell and Aline Tayar

POUR COMMANDER CET OUVRAGE TO ORDER THIS BOOK

www.feeling-book.com

Feeling Book - sitavoo / 28 av Auguste Blanqui 91210 Draveil – France / Tel + 33 6 78 06 72 67 /

Email contact@feeling-book.com

Feeling book Edition – 2009 ISBN 978-2-9533693-0-4 / Dépôt légal février 2009 / Imprimé en France

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété intellectuelle et aux droits d'auteur. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, non autorisée par l'auteur ou ses ayants droit, est strictement interdite. Toute représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation préalable de l'auteur ou ses ayants droit est constitutive du délit pénal de contrefaçon sanctionné par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle.

Il a été tiré 100 exemplaires numérotés de 0 à 99 et signés par l'artiste. [Also available : 100 copies of this book numbered from 0 to 99 and signed by the artist](#)

www.rouffignac.net

web mark # <http://www.feeling-book.com> # © Bernard Rouffignat

707 624 540 458 379
 708 625 541 459 380
 709 626 542 460 381
 710 627 543 461 382
 711 628 544 462 383
 712 629 545 463 384
 713 630 546 464 385
 714 631 547 465 386
 715 632 548 466 387
 716 633 549 467 388
 717 634 550 468 389
 718 635 551 469 390
 719 636 552 470 391
 720 637 553 471 392
 721 638 554 472 393
 722 639 555 473 394
 723 640 556 474 395
 724 641 557 475 396
 725 642 558 476 397
 726 643 559 477 398
 727 644 560 478 399
 728 645 561 479 400
 729 646 562 480 401
 730 647 563 481 402
 731 648 564 482 403
 732 649 565 483 404
 733 650 566 484 405
 734 651 567 485 406
 735 652 568 486 407
 736 653 569 487 408

PSE

VERTS!
 ALE

Le Parlement européen est l'institution la plus démocratique de l'Union européenne. Il reste cependant mal connu. Ce livre a l'ambition de le faire découvrir. Les photographies de Bernard Rouffignac racontent la vie quotidienne, y compris les coulisses les moins fréquentées, de cette extraordinaire ruche où se font entendre vingt-sept cultures politiques et vingt-trois langues. Les textes de Maroun Labaki expliquent le fonctionnement de ce Parlement comme les autres, mais pourtant si différent, qui est promis à un bel avenir au service de la démocratie européenne.

495
millions

A graphic with a dark blue background. On the left, the number '495' is written in large white font, with the word 'millions' in smaller yellow font to its upper right. On the right side, there is a semi-circular arc of twelve yellow stars, similar to the European Union flag.

495 million Europeans, 27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Pa
Europeans, 27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 4
27 States, one Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Eur
Parliament - 495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 St
495 millions d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 States, one Pa
d'Européens, 27 Etats, un Parlement – 495 million Europeans, 27 States, one Parliament - 495

